



□ INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

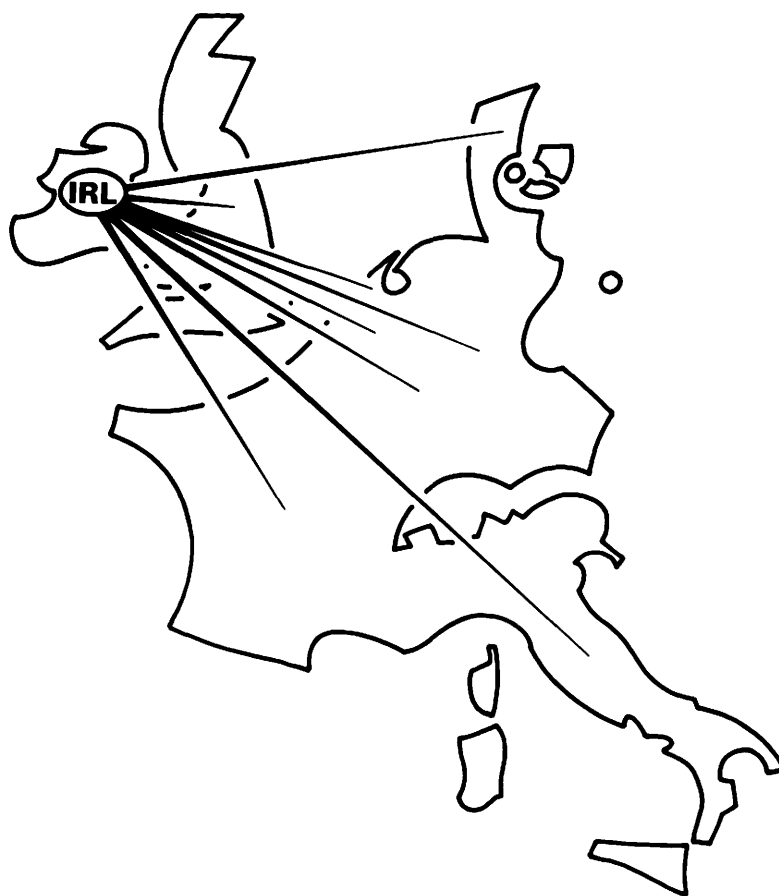
■ INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

△ ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

▲ ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

○ GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

● ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



□ Informations mises à jour le:

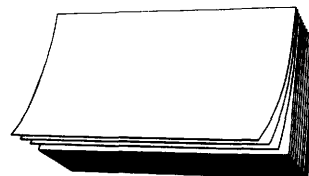
■ Informazioni aggiornate al:

△ Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:

▲ Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:

○ Information brought up to date on:

● Oplysninger ført à jour den:





A-0

- Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».



Avant son adhésion à la Communauté, l'Irlande opérait certains contrôles à l'entrée des ressortissants d'autres pays (à l'exclusion des citoyens du Royaume-Uni) désireux d'accéder à un emploi en Irlande. Le Traité d'adhésion a accordé à l'Irlande une période transitoire de cinq ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1977, pendant laquelle l'Irlande est autorisée à maintenir les contrôles existants à l'entrée des ressortissants d'autres Etats membres de la Communauté élargie (à l'exception du Royaume-Uni) en vue de trouver un emploi. Ainsi, jusqu'au 31 décembre 1977, un ressortissant de n'importe quel Etat membre - autre que le Royaume-Uni auquel les contrôles ne s'appliquent pas - ne peut entrer en Irlande pour accéder à un emploi que si le ministère du travail a délivré à l'éventuel employeur un permis de travail l'autorisant à employer le travailleur en question. Dans la situation actuelle, un permis ne sera généralement pas accordé pendant la période transitoire si un Irlandais ayant les qualifications requises peut exercer l'emploi en question.

A-1

- Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:



A-1.00

- le droit d'accéder à l'emploi vacant;



Comme il est mentionné au point A - 0, ce droit est soumis, pendant la période transitoire de cinq ans, à l'octroi d'un permis de travail délivré par le ministère du travail à l'employeur éventuel autorisant ce dernier à employer le travailleur.

A-1.10

- le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;



Conformément au règlement CEE n° 1612/68, le service irlandais de l'emploi (National Manpower Service) est tenu, à dater du 1er janvier 1973, de porter assistance aux personnes entrant ou sortant du pays pour travailler dans la Communauté élargie. Ce service



réalise également des accords entre Etats pour remplir les vacances d'emploi en coopération avec les services spécialisés d'autres Etats membres. Les travailleurs des Etats membres (autres que ceux du Royaume-Uni dont la situation est particulière) jouissent du même traitement que les travailleurs nationaux en ce qui concerne :

le droit de bénéficier de l'assistance du National Manpower Service pour rechercher un emploi pour lequel est requis un permis de travail au titre de l'ordonnance sur les étrangers de 1946 (Aliens Order) pendant la période transitoire allant jusqu'à la fin de l'année 1977;

A-1.20

— le droit d'exercer un emploi;



A-1.30

— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.



A-2

— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:



A-2.00

— les travailleurs permanents;



pendant la période transitoire de cinq ans, un ressortissant d'un autre Etat membre de la CEE (sauf s'il est né en Grande-Bretagne ou en Irlande du Nord) travaillant en Irlande avec un permis de travail délivré par le ministère de l'emploi peut solliciter et obtenir, le plus rapidement possible après l'introduction de sa demande, un permis de séjour valable pour une période initiale de cinq ans, renouvelable à l'expiration de cette période et soumis aux conditions mentionnées au point A - 3 ci-dessous.



A-2.10 — les travailleurs frontaliers;



Les travailleurs de l'Irlande du Nord n'ont besoin ni d'un permis de séjour ni d'un permis de travail pour travailler et résider dans la république d'Irlande. Pendant la période de transition, les travailleurs de la république d'Irlande désireux de travailler en Irlande du Nord sont soumis aux dispositions de la loi (de l'Irlande du Nord) sur la protection de l'emploi (Safeguarding of Employment) (Northern Ireland) Act de 1947.

A-2.20 — les travailleurs saisonniers;



Un permis de séjour temporaire, valable pour la durée prévue de l'emploi, sera délivré au travailleur qui occupe un emploi pour une période supérieure à trois mois mais inférieure à un an.

A-3 — Motifs de refus de la carte de séjour



Une personne qui est autorisée à accéder à un emploi et qui n'a pas été sommée de quitter le pays pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de santé publique peut résider dans le pays pendant trois mois sans devoir demander un permis de séjour. Toute personne qui a sollicité un permis de séjour peut demeurer dans le pays en attendant que lui soit communiquée la décision relative à sa demande. Un permis de séjour peut-être refusé pour des raisons médicales (définies dans les directives) ou pour des raisons d'ordre ou de sécurité publique. Au cas où le permis de séjour n'est pas refusé au demandeur, celui-ci doit se voir octroyer un premier permis de séjour dans les six mois suivant l'introduction de sa demande. Toute personne sollicitant un permis de séjour peut être invitée à produire un certificat médical attestant qu'elle n'est pas atteinte de certaines maladies ou infirmités particulières. La non-production du certificat médical requis pourrait motiver le refus de la carte de séjour.



A-4

— Accès au logement et à la propriété du logement.



Un travailleur d'un Etat membre de la CEE autorisé à occuper un emploi en Irlande dispose de la même liberté qu'un travailleur irlandais pour rechercher un logement correspondant à sa situation et à ses désirs. Les renseignements concernant les maisons et les appartements à louer sont publiés dans les journaux nationaux et locaux. Des informations intéressantes peuvent également être obtenues auprès d'un commissaire-priseur (auctioneer) local ou d'un agent immobilier. En règle générale, aucune disposition spéciale n'a été prise en Irlande en faveur des travailleurs étrangers en ce qui concerne le logement. Cependant, les travailleurs étrangers de très haute qualification peuvent bénéficier, au même titre que leurs collègues irlandais, des facilités en matière de logement offertes par le bureau national de construction (National building agency) dont l'une des fonctions est de procurer des logements aux travailleurs hautement qualifiés de l'industrie.

A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



Un travailleur d'un autre Etat membre du Marché Commun, autorisé à occuper un emploi en Irlande et titulaire d'une carte de séjour, peut résider sur le territoire pour la période spécifiée sur cette carte. La famille de cette personne bénéficie des mêmes droits que cette personne elle-même en ce qui concerne l'entrée et le séjour sur le territoire. La famille comprend l'épouse du travailleur ainsi que leurs enfants âgés de moins de 21 ans, les enfants à charge âgés de plus de 21 ans ainsi que les parents à charge appartenant à l'ascendance ou à la descendance du travailleur et de sa femme. Lorsqu'une carte de séjour a été octroyée au travailleur, une carte de séjour sera, sur demande, octroyée pour la même période à tous les membres de la famille âgés de plus de 16 ans.



A-6



— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

En date du 1er avril 1973, les règlements CEE n° 1408/71 et 574/72 relatifs à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté sont entrés en vigueur en Irlande. Ces réglementations prévoient, de manière générale que les nationaux d'un Etat membre travaillant dans un autre Etat membre sont couverts par la sécurité sociale dans les mêmes conditions que les nationaux du pays d'accueil; elles prévoient que les périodes d'assurance accomplies dans les différents Etats membres peuvent être totalisées pour donner droit aux prestations et que celles-ci peuvent être obtenues sur tout le territoire de la Communauté. Par conséquent, les travailleurs d'autres Etats membres qu'un permis de travail a autorisé à travailler en Irlande sont couverts par ces règlements. En Irlande, les assurances sociales sont obligatoires pour la plupart des employés. Les cotisations sont payées chaque semaine par l'employeur qui appose à cet effet un timbre sur la carte d'assuré social de son employé, Le prix du timbre est réparti entre employeur et employé, l'employeur déduisant la part de l'employé des appointements ou du salaire de celui-ci. Les cartes d'assuré social peuvent être obtenues au bureau de main-d'oeuvre le plus proche.

A-7



— Conseils pratiques.

Les demandes d'information concernant :
Emploi, permis de travail, dispositions relatives à la libre circulation, conditions d'emploi, relations entre employeurs et employés.

peuvent être adressées à:
Ministère du Travail
Mespil Road,
Dublin 4
(où l'on pourra se procurer des copies du bulletin d'information "Working in Ireland").

Hygiène

Ministère de la Santé
Custom House
Dublin 1.



Logement	Ministère de l'adminis- tration régionale et mu- nicipale Custom House Dublin 1.
Impôt sur le revenu	Administration des im- pôts Dublin Castle, Dublin 2.
Cartes de séjour	Ministère de la Justice, 72, St. Stephen's Green, Dublin 2.
Sécurité Sociale	Ministère de la santé et de la sécurité sociale Store Street, Dublin 1.



A-0

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



Prima dell'adesione alla Comunità, l'Irlanda esercitava alcune misure di controllo sull'entrata dei cittadini stranieri (esclusi i cittadini del Regno Unito) che intendevano lavorare in Irlanda. In forza del Trattato di adesione, è stato concesso all'Irlanda un periodo transitorio di cinque anni, ossia fino alla fine del 1977, durante il quale sono consentite le attuali misure di controllo sull'immigrazione di cittadini di altri Stati membri della Comunità ampliata (eccettuato il Regno Unito) a scopo di lavoro. Ciò significa che, fino al 31 dicembre 1977, un cittadino di uno Stato membro, eccettuato il Regno Unito nei confronti del quale non vigono le misure di controllo può entrare in Irlanda per trovare un'occupazione soltanto se il Ministro del Lavoro ha rilasciato al probabile datore di lavoro un'autorizzazione ad assumerlo. A tutt'oggi, durante il periodo di transizione non si concede normalmente un permesso se un cittadino irlandese adeguatamente qualificato può ricoprire detto posto.

A-1

— Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

— il diritto di accedere al posto vacante;



Come detto al punto A - 0, durante il periodo transitorio di cinque anni, questo diritto è subordinato al permesso del Ministro del Lavoro, rilasciato al datore di lavoro, per l'assunzione del lavoratore.

A-1.10

— il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



In conformità del regolamento (CEE) n. 1612/68, il servizio irlandese di collocamento (National Manpower Service) è tenuto, dal 1° gennaio 1973, a prestare assistenza alle persone che entrano o lasciano il paese a scopo di lavoro all'interno della Comunità



ampliata. Il servizio svolge altresì un'attività di compensazione sul mercato del lavoro comunitario, di concerto con i servizi specializzati degli altri Stati membri. I lavoratori degli Stati membri (eccezzuati quelli del Regno Unito, che si trova in posizione speciale) hanno diritto allo stesso trattamento concesso ai lavoratori irlandesi per quanto riguarda - il diritto di beneficiare dell'assistenza del servizio nazionale di collocamento nella ricerca di un'occupazione, subordinatamente al rilascio di un permesso di lavoro, secondo la regolamentazione relativa agli stranieri del 1946, durante il periodo transitorio fino alla fine del 1977;

A-1.20 — il diritto di esercitare un impiego:



A-1.30 — l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



A-2 — Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:



A-2.00 — i lavoratori permanenti



Durante il periodo transitorio quinquennale, un cittadino di un altro Stato membro della CEE (non nato in Gran Bretagna nè nell'Irlanda del Nord) occupato in Irlanda in forza di un permesso di lavoro rilasciato dal Ministro del Lavoro, ha diritto di chiedere e di ottenere, al più presto dopo la richiesta, un permesso di soggiorno per un periodo iniziale di cinque anni, rinnovabile alla scadenza, alle condizioni stabilite al punto A - 3.

**A-2.10** — i lavoratori frontalieri;

I lavoratori provenienti d'all'Irlanda del Nord non hanno bisogno di un permesso di soggiorno o di lavoro per lavorare e vivere nella Repubblica d'Irlanda. I lavoratori della Repubblica d'Irlanda che intendono lavorare nell'Irlanda del Nord sono soggetti durante il periodo di transizione alle norme della legge del 1957 sulla protezione dell'occupazione.

A-2.20 — i lavoratori stagionali.

Un permesso temporaneo di soggiorno valido per il periodo di occupazione previsto, viene rilasciato al lavoratore che occupa un posto di lavoro da oltre tre mesi ma da meno di un anno.

A-3 — Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.

Una persona autorizzata ad occupare un posto di lavoro, cui non è stato imposto di lasciar il paese per motivi di ordine pubblico, pubblica sicurezza o salute pubblica puo soggiornare nel paese per tre mesi senza obbligo di chiedere il relativo permesso chi ha chiesto un permesso di soggiorno, puo rimanere nel paese fino alla comunicazione della decisione presa in merito alla sua richiesta.

Un permesso di soggiorno puo essere rifiutato per motivi sanitari (come precisato nelle direttive), per motivi di ordine pubblico o di pubblica sicurezza. Quando ad un richiedente non è stato rifiutato il permesso di soggiorno, egli deve ricevere un primo permesso di soggiorno entro sei mesi dalla data della richiesta. Il richiedente di un permesso di soggiorno puo essere invitato a presentare un certificato medico che dimostri che egli non è affetto da determinate malattie o invalidità. La mancata presentazione di tale certificato medico, se richiesta, puo essere un motivo di rifiuto del permesso di soggiorno.



A-4

— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.



Un cittadino di uno Stato membro, autorizzato a lavorare in Irlanda, ha il diritto di condurre trattative per un alloggio adeguato ai suoi fabbisogni e circostanze, alla stessa stregua di un lavoratore irlandese. Possono pure essere date dai locali. I pubblicano incertivui sulle abitazione in affitto disponibili. Informazioni in materia quotidiani nazionali e locali e dalle agenzie immobiliari.

In genere non vi sono in Irlanda disposizioni speciali a favore dei lavoratori stranieri per quanto riguarda l'assegnazione di un alloggio. Tuttavia, in quanto lavoratori-chiave, i lavoratori stranieri possono beneficiare, a parità con i cittadini irlandesi, degli alloggi forniti dalla National Building Agency (ente statale per l'Edilizia) uno dei cui compiti è di procurare la casa al personale-chiave occupato nell'industria.

A-5

— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.



Un lavoratore da un altro Stato membro della CEE, autorizzato a lavorare in Irlanda, detentore di un permesso di soggiorno, ha diritto di risiedervi per il periodo specificato nel permesso. I familiari a carico di tale persona hanno gli stessi diritti d'entrata e di soggiorno del titolare del permesso. Per familiari a carico si intendono il coniuge sul lavoratore in questione ed i loro figli di età inferiore ai ventum anni, gli altri figli eventualmente ancora a carico, nonchè i parenti a carico in linea ascendente e discendente del titolare stesso o del suo coniuge. Ad ogni familiare sedici anni a carico del lavoratore in possesso di un permesso di soggiorno si rilascia, su richiesta, un permesso di soggiorno per lo stesso periodo.

A-6

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.



A decorrere dal 1° aprile 1973, sono entrati in vigore in Irlanda i regolamenti CEE n. 1408/71 e n. 574/72 relativi all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità. L'attuazi-



one di questi regolamenti comporta la possibilità per i cittadini di uno Stato membro che lavorano in un altro Stato membro, di usufruire dell'assistenza sociale alle stesse condizioni dei cittadini dello Stato ospitante; la possibilità di cumulare i periodi di assicurazione maturati nei vari Stati membri in modo da acquisire il diritto alle prestazioni ed infine la possibilità per lavoratori di usufruire di queste ultime in qualsiasi luogo della Comunità. Di conseguenza, i lavoratori provenienti da altri Stati membri, in possesso di un permesso di lavoro e pertanto autorizzati a lavorare in Irlanda, sono contemplati da queste disposizioni. In Irlanda, le assicurazioni sociali sono obbligatorie per la maggior parte dei lavoratori subordinati. L'assicurazione viene pagata dai datori di lavoro mediante apposizione di una marca sui libretti delle assicurazioni sociali dei loro dipendenti. Il costo della marca settimanale è suddiviso tra il datore di lavoro e il lavoratore subordinato mediante trattenuta sulla retribuzione dell'aliquota a carico del dipendente. I libretti delle assicurazioni sociali possono essere ritirati presso il più vicino ufficio di collocamento.

A-7

— Consigli pratici.



RICHIESTE DI INFORMAZIONI
RIGUARDANTI :
Occupazione, permesso di
lavoro, disposizioni rela-
tive alla libera circola-
zione, condizioni di lavo-
ro, rapporti di lavoro
nell'industria.

VANNO INVIATE A :

The Department of Labour,
Mespil Road,
Dublin 4,
(Dal quale si possono
ricevere copie dell'opus-
colo informativo "Working
in Ireland" (Lavoro in
Irlanda).

Assicurazione malattia

The Department of Health,
Custom House,
Dublin 1.

condizioni abitative

The Department of Local
Government,
Custom House,
Dublin 1.



Tassa sul reddito

Revenue Commissioners,
Dublin Castle,
Dublin 2.

Permessi di residenza

The Department of Justice,
72 St. Stephen's Green,
Dublin 2.

Sicurezza sociale

The department of Social
Welfare,
Store Street,
Dublin 1.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

Vor seinem Betritt zur Gemeinschaft galten in Irland bestimmte Vorschriften bezüglich der Einwanderung von Ausländern (ausgenommen Staatsbürgern des Vereinigten Königreichs), die in Irland eine Tätigkeit ausüben wollten. Im Beitrittsvertrag wurde Irland eine Übergangszeit von fünf Jahren, also bis Ende 1977, eingeräumt, während der ihm gestattet wird, die bestehenden Bestimmungen bezüglich der Einwanderung von Beschäftigung suchenden Angehörigen anderer Mitgliedstaaten der erweiterten Gemeinschaft (ausgenommen des Vereinigten Königreichs) aufrecht zu erhalten.

Das bedeutet, daß bis zum 31.12.1977 ein Angehöriger eines anderen Mitgliedstaats - außer dem Vereinigten Königreich, auf das sich die Beschränkungen nicht erstrecken - nicht nach Irland einwandern darf, um dort eine Beschäftigung aufzunehmen, wenn der Arbeitsminister dem künftigen Arbeitgeber nicht die Genehmigung erteilt hat, den betreffenden Arbeitnehmer zu beschäftigen. Wie derzeit üblich, wird im Regelfall eine Genehmigung auch während der Übergangszeit nicht erteilt werden, wenn für die betreffende Tätigkeit geeignete qualifizierte Arbeitskräfte in Irland selbst verfügbar sind.

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Wie unter A - 0 erklärt, hängt dies während des fünfjährigen Übergangszeitraums davon ab, daß der Minister für Arbeit dem künftigen Arbeitgeber die Genehmigung erteilt, den betreffenden Arbeitnehmer zu beschäftigen.

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung

Nach Maßgabe der EWG-Verordnung 1612/68 sind die irischen Arbeitsämter (National Manpower Service) ab 1. Januar 1973 verpflichtet, Personen, die ins Land einwandern oder das Land verlassen, um innerhalb der erweiterten Gemeinschaft eine Beschäftigung aufzunehmen, Hilfe zu gewähren. Die Arbeitsverwaltung beteiligt sich ferner am zwischenstaatlichen Ausgleichsverfahren mit den Besonderen Dienststellen der anderen Mitgliedstaaten.

Die Arbeitnehmer der Mitgliedstaaten (außer denen des Vereinigten Königreichs, das eine Sonderstellung innehat) haben



Anspruch auf die gleiche Behandlung wie inländische Arbeitnehmer hinsichtlich

- (i) des Rechtes auf Amtshilfe seitens des National Manpower Service bei der Suche nach einem Arbeitsplatz; dafür ist allerdings während der Übergangszeit bis Ende 1977 eine Arbeitserlaubnis nach dem Ausländergesetz von 1946 (Aliens Order) erforderlich;

A-1.20



— des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

A-1.30



— der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmersvertretungen in den Betrieben.

A-2



— Die Ausstellung der «Aufenthalts-erlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

A-2.00



— Dauerarbeitnehmer,

Während der fünfjährigen Übergangszeit haben Staatsangehörige eines Mitgliedstaats der EWG (ausgenommen in Großbritannien und Nordirland geborene Personen), die in Irland mit einer Arbeitserlaubnis des Ministers für Arbeit beschäftigt sind, vorbehaltlich der Bestimmungen unter Punkt A - 3 das Recht auf Antragstellung und möglichst rasche Gewährung einer Aufenthalts-erlaubnis für einen Zeitraum von zunächst fünf Jahren, die nach Ablauf dieser Frist erneuert werden kann.

A-2.10



— Grenzarbeitnehmer,

Arbeitnehmer aus Nordirland benötigen für die Irische Republik keine Aufenthalts- oder Arbeitserlaubnis. Arbeitnehmer der Irischen Republik, die in Nordirland arbeiten wollen, unterliegen für die Dauer des Übergangszeitraums den Bestimmungen des nordirischen Beschäftigungsgesetzes von 1947 (Safeguarding of Employment (Northern Ireland) Act).



A-2.20

— Saisonarbeitnehmer.



Eine zeitweilige Aufenthaltserlaubnis, die für die voraussichtliche Dauer der Beschäftigung gilt, wird Arbeitnehmern erteilt, die einen Arbeitsplatz für länger als drei Monate, aber weniger als ein Jahr besetzen.

A-3

— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.



Eine Person, der eine Arbeitserlaubnis erteilt worden ist und die nicht aus politischen Gründen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit bzw. der öffentlichen Gesundheit des Landes verwiesen wurde, darf drei Monate im Staate verbleiben, ohne eine Aufenthaltserlaubnis zu beantragen. Hat eine solche Person eine Aufenthaltserlaubnis beantragt, so darf sie im Lande verbleiben, bis über den Antrag entschieden und ihr hiervon Mitteilung gemacht worden ist.

Die Aufenthaltserlaubnis kann verweigert werden aus medizinischen Gründen (nach Definition der "Directives") oder aus Gründen der öffentlichen Politik bzw. der öffentlichen Sicherheit. Wird einem Antragsteller die Aufenthaltserlaubnis nicht verweigert, so muß ihm eine Aufenthaltserlaubnis innerhalb sechs Monaten nach dem Datum der Antragstellung erteilt werden. Ein Anwärter auf eine Aufenthaltserlaubnis kann aufgefordert werden, durch ärztliches Zeugnis nachzuweisen, daß er nicht an bestimmten Krankheiten oder Behinderungen leidet. Bringt er ein solches ärztliches Zeugnis trotz Aufforderung nicht bei, so kann ihm die Aufenthaltserlaubnis verweigert werden.

A-4

— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.



Arbeitnehmer aus EWG-Mitgliedstaaten, die eine Arbeitserlaubnis in Irland besitzen, können auf der gleichen Basis wie irische Arbeitnehmer frei über eine Wohnung nach ihren Vorstellungen und Bedürfnissen verhandeln. Näheres über Mietwohnungen und -unterkünfte ist den überregionalen Zeitungen und Lokalblättern zu entnehmen. Außerdem geben ortsansässige Versteigerer oder Immobilienmakler Auskünfte.

Generell bestehen in Irland keine besonderen Regelungen bezüglich der Beschaffung von Wohnraum für ausländische Arbeitnehmer. Als Führungskräfte können Ausländer jedoch ebenso wie irische Staatsangehörige die Dienste der National Building Agency in Anspruch nehmen, die unter anderem Wohnhäuser für Führungskräfte der Industrie beschafft.



A-5



- Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

Arbeitnehmer aus anderen EWG-Staaten, die eine Arbeitserlaubnis und eine Aufenthaltserlaubnis besitzen, sind berechtigt, sich für die in der Erlaubnis angegebene Dauer in Irland niederzulassen. Das Recht der Einreise und des Verbleibs gilt auch für deren Angehörige. Zu den Angehörigen zählen der Ehegatte des Betreffenden und ihre Kinder unter 21 Jahren bzw. andere unterhaltsberechtigten Kinder sowie unterhaltsberechtigten Verwandten beider Ehegatten in aufsteigender wie in absteigender Linie. Wenn einem Arbeitnehmer eine Aufenthaltserlaubnis erteilt wird, wird auf Antrag auch eine Aufenthaltserlaubnis für alle Familienangehörigen über 16 Jahre für den gleichen Zeitraum erteilt.

A-6



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Seit dem 1. April 1973 sind die EWG-Verordnungen 1408/71 und 574/72 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und deren Familien, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, in Irland in Kraft. Das hat zur Folge, daß Angehörige eines Mitgliedstaats, die in einem anderen Mitgliedstaat arbeiten, den gleichen sozialen Schutz genießen wie die Angehörigen des Aufnahmestaats, daß die in verschiedenen Mitgliedstaaten abgeleisteten Beitragszeiträume aufeinander angerechnet werden können, womit Anrechte auf Leistungen entstehen, und daß diese Leistungen in einem beliebigen Land der Gemeinschaft bezogen werden können. Dementsprechend sind Arbeitnehmer aus anderen Mitgliedstaaten, die eine Arbeitserlaubnis für Irland besitzen, durch diese Verordnungen geschützt.

Für die meisten Arbeitnehmer in Irland besteht Sozialversicherungspflicht. Die Beiträge werden von den Arbeitgebern durch das Kleben von Marken auf Sozialversicherungskarten für ihre Arbeitnehmer gezahlt. Die Kosten für die Wochenmarke werden zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer aufgeteilt, wobei der Arbeitgeber den Arbeitnehmeranteil vom Gehalt oder Lohn einbehält. Sozialversicherungskarten sind beim nächstgelegenen Arbeitsamt erhältlich.

A-7



- Praktische Hinweise.

ANFRAGEN BEZÜGLICH:

Beschäftigung, Arbeitserlaubnis,
Regelung der Freizügigkeit,
Einstellungsbedingungen,
Beziehungen der Sozialpartner
usw.

SIND ZU RICHTEN AN:

Department of Labour,
Mespil Road,
Dublin 4



(diese Stelle verteilt auch eine Informationsbroschüre "Arbeiten in Irland").

Gesundheit

Department of Health,
Custom House,
Dublin 1

Wohnung

Department of Local Govern-
ment,
Custom House,
Dublin 1

Einkommensteuer

Revenue Commissioners,
Dublin Castle,
Dublin 2

Aufenthaltserlaubnis

Department of Justice,
72 St. Stephen's Green,
Dublin 2

Soziale Sicherheit

Department of Social Welfare,
Store Street
Dublin 1



A-0

— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

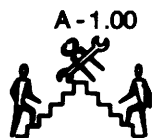
Vóór de toetreding tot de Gemeenschap kende Ierland bepaalde controles op het binnenkomen van vreemdelingen (behalve van staatsburgers van het Verenigd Koninkrijk) die werk zochten in Ierland. Krachtens het Toetredingsverdrag werd Ierland een overgangsperiode van vijf jaar, dat willen zeggen tot eind 1977, toegestaan; tijdens die periode mag de bestaande controle op de komst van onderdanen van andere lid-staten van de uitgebreide Gemeenschap (behalve het Verenigd Koninkrijk) nog plaats hebben.

Dit betekent dat, tot 31 december 1977, een onderdaan van een andere lid-staat dan het Verenigd Koninkrijk - waarop deze controle niet van toepassing is - niet in Ierland mag komen werken, tenzij de minister van arbeid de toekomstige werkgever een vergunning heeft verleend, de betrokken werknemer in dienst te nemen. Op dit ogenblik is het zo, dat gedurende de overgangsperiode normaal gesproken geen vergunning zal worden verstrekt wanneer voor de betrokken functie gekwalificeerd Iers staatsburger beschikbaar is.



A-1

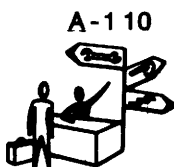
— Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:



A-1.00

— het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

Zoals reeds werd vermeld in A - 0 is dit recht gedurende de overgangsperiode van vijf jaar afhankelijk van een machtiging van de toekomstige werkgever door de minister van Arbeid om de werknemer in dienst te nemen.



A-1.10

— het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

Volgens Verordening EEG 1612/68 is de Iers dienst voor arbeidsvoorziening (de National Manpower Service) verplicht met ingang van 1 januari 1973 bijstand te verlenen aan personen die het land binnenkomen of verlaten met het doel werk te aanvaarden binnen de uitgebreide Gemeenschap. Deze dienst behandelt ook de internationale comensatie in samenwerking met de gespecialiseerde diensten in andere lid-staten. Werknemers van de lid-staten (behalve van het Verenigd Koninkrijk, dat immers een bijzondere positie inneemt hebben aanspraak op dezelfde behandeling als Ierse werknemers wat betreft :



- (I) het recht op bijstand van de "National Manpower Service" bij het zoeken naar werk, waarvoor op grond van de "Aliens Order" van 1946 gedurende de overgangsperiode tot einde 1977 een vergunning vereist is;

A-1.20



- het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

A-1.30



- het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

A-2



- De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00



- de blijvende werknemers,

Onderdanen van een andere lid-staat van de EEG (met uitzondering van personen geboren in Groot-Brittannië of Noord-Ierland) die werkzaam zijn in Ierland, en van wie daartoe een vergunning werd verleend door de minister van arbeid, hebben gedurende de vijfjarige overgangsperiode het recht een verblijfsvergunning voor beginperiode voor 5 jaar aan te vragen en deze zo snel mogelijk na aanvraag te verkrijgen.

Deze vergunning kan na afloop van de periode verlengd worden, krachtens het bepaalde in A - 3.

A-2.10



- de grensarbeiders,

Werknemers uit Noord-Ierland hebben geen verblijfs- of werkvergunning nodig om in de Ierse Republiek te werken en te wonen. Werknemers uit de Ierse Republiek die in Noord-Ierland willen werken vallen gedurende de overgangsperiode onder de bepalingen van de "Safeguarding of Employment (Northern Ireland) Act" van 1947.



A-2.20



— de seizoenarbeiders.

Een tijdelijke verblijfsvergunning, geldig voor de te verwachten duur van het werk, wordt verleend aan een werknemer die een betrekking heeft voor een periode van meer dan 3 maar minder dan 12 maanden.

A-3



— Redenen van weigering van de verblijfskaart.

Iemand die de vergunning heeft om een betrekking aan te nemen en die niet om redenen van openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid gedwongen wordt het land te verlaten, mag drie maanden in het land verblijven zonder een verblijfsvergunning aan te vragen. Ook mag de aanvrager van een verblijfsvergunning in het land verblijven in afwachting van het bericht over de beslissing inzake zijn aanvraag.

Een verblijfsvergunning mag om medische redenen geweigerd worden (zoals bepaald in de Richtlijnen), alsook redenen van openbare orde of openbare veiligheid. Wanneer de aanvrager die verblijfsvergunning niet geweigerd wordt, moet hem binnen zes maanden na de datum van aanvraag een eerste verblijfsvergunning worden verstrekt.

Van de aanvrager van een verblijfsvergunning kan worden verlangd dat hij door middel van een medisch getuigschrift bewijst niet te lijden aan bepaalde nader aangegeven ziekten of gebreken. Wordt aan het verzoek een dergelijk medisch getuigschrift over te leggen niet voldaan, dan vormt dit een reden tot weigering van een verblijfsvergunning.

A-4



— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

Een werknemer van een lid-staat van de EEG die vergunning heeft om in Ierland te werken geniet dezelfde vrijheid om een hem passende woning te zoeken als een Iers werknemer. Details omtrent te huur aangeboden woningen en logies worden in nationale en lokale kranten gepubliceerd. Ook een plaatselijk veilingmeester of makelaar in onroerende goederen kan terzake dienende inlichtingen verschaffen.

In het algemeen bestaan er in Ierland in verband met de huisvesting geen bijzondere voorzieningen ten gunste van buitenlandse werknemers. Toch kunnen, wat betreft :

huisvesting, buitenlandse werknemers als werknemer in een sleutelpositie als de Ieren profiteren van de "National Building Agency" die onder andere tot taak heeft woongelegenheden voor personeel in een sleutelpositie in de industrie te verschaffen.



A-5



— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.

Een werknemer van een andere lid-staat van de EEG die toelating heeft om in Ierland een betrekking aan te nemen en over een verblijfsvergunning beschikt, mag gedurende de in de vergunning vermelde periode in het land verblijven.

De personen ten zijnen laste genieten dezelfde rechten. Personen ten laste zijn : zijn echtgenote en hun kinderen beneden de 21 jaar, hun andere kinderen voor zover die nog niet zelfstandig zijn en van hem en zijn echtgenote afhankelijke bloedverwanten in de opgaande en neergaande lijn.

Wanneer aan een werknemer een verblijfsvergunning is verleend, zal op verzoek een verblijfsvergunning voor dezelfde periode worden verleend aan elke persoon zijnen laste boven de 16 jaar.

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

Met ingang van 1 april 1973 werden de Verordeningen EEG No. 14 08/71 en No. 574/72 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op loontrekkenden en hun gezinnen, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, in Ierland van kracht.

Het algemeen gevolg van deze Verordeningen is dat onderdanen van een lid-staat die werken in een andere lid-staat, op dezelfde manier als de onderdanen van het woonland onder de sociale verzekeringen gebracht kunnen worden; dat de verzekering tijdvakken in verschillende lid-staten vervuld, kunnen worden samengeteld om aanspraak te geven op de uitkeringen en verstrekkingen en dat deze prestaties overal binnen de Gemeenschap kunnen worden ontvangen. Dienovereenkomstig vallen werknemers van andere lid-staten, die een vergunning hebben om in Ierland een betrekking aan te nemen, onder deze Verordeningen.

Sociale verzekering is voor de meeste werknemers in Ierland verplicht. De verzekering wordt door de werkgevers betaald door middel van het plakken van zegels op de sociale verzekeringskaart van hun werknemers. De kosten van de wekelijkse zegel worden tussen werkgever en werknemer verdeeld : de werkgever houdt het aandeel van de werknemer op diens salaris in. Sociale verzekeringskaarten zijn verkrijgbaar bij het dichtstbijzijnde arbeidsbureau.



A-7

— Praktische raadgevingen.



VRAGEN OVER :

MOETEN GEZONDEN WORDEN NAAR :

Werkgelegenheid, werkvergunningen, inzake het vrije verkeer, arbeidsvoorwaarden, industriële betrekkingen.

The Department of Labour, Wespil Road,
Dublin 4

(waar exemplaren van het voorlichtingsboekje "Working in Ireland" verkrijgbaar zijn).

Gezondheid

The Department of Health
(overnemen a.u.b.)

Huisvesting

"

Inkomstenbelasting

"

Verblijfsvergunningen

"

Sociale zekerheid

"



A-0

— General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».



Prior to its accession to the Community Ireland operated certain controls on the entry of non-nationals of other countries (excluding citizens of the United Kingdom) to take up employment in Ireland. Under the Treaty of Accession Ireland has been permitted a five year transitional period, that is, up to the end of 1977, during which it has been allowed to continue to operate the existing controls on the entry for employment of nationals of the other member-State of the enlarged Community (except the United Kingdom).

This means that, up to 31st December 1977, a national of any member-State - other than the United Kingdom to which the controls do not apply - may not enter Ireland to take up employment unless the Minister for Labour has issued a work permit to the prospective employer authorising him to employ the worker in question. As at present, a permit will not normally be granted during the transitional period if there is a suitably-qualified Irish national available to take up the position.

A-1

— Equality of treatment with national workers as regards:



A-1.00

— the right to fill a vacancy;



As stated in A - 0 above this is subject, during the five-year transitional period, to the issue of a work permit by the Minister for Labour to the prospective employer authorising him to employ the worker.

A-1.10

— the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;



employment service (the National Manpower Service) is obliged, as from 1st January, 1973, to assist persons entering or leaving the country for work within the enlarged Community. The Service also operates inter-State vacancy-clearance arrangements in co-operation with the specialist service in other member-States.

Workers of member-States (other than the United Kingdom which is in a special position) are entitled to the same treatment as national workers in -



- the right to benefit by assistance from the National Manpower Service in seeking a job subject to the requirement of a work permit under the Aliens Order, 1946, during the transitional period up to the end 1977;

A-1.20



— the right to follow employment;

- the right to carry on work, and
- the right to exercise trade union activities and to represent staff in the undertaking.

A-1.30



— the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.

A-2



— The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:

A-2.00



— permanent workers;

During the 5 year transitional period, a national of another member-State of the EEC (other than a person born in Great Britain or Northern Ireland) who is employed in Ireland in accordance with a work permit issued by the Minister for Labour is entitled to apply for and be granted, as soon as possible after application, a residence permit for an initial period of 5 years, renewable at the expiry of that period, subject to the provision stated in A - 3 below.

A-2.10



— frontier workers;

Workers from Northern Ireland do not require a residence or work permit to work and live in the Republic of Ireland. Workers from the Republic of Ireland wishing to work in Northern Ireland are subject to the provisions of the Safeguarding of Employment (Northern Ireland) Act. 1947, during the transitional period.



A-2.20

— seasonal workers;



A temporary residence permit, valid for the expected period of employment, shall be issued to a worker who holds a post for more than 3 months but for less than a year.

A-3

— Reasons for refusal of residence permit



A person who is authorised to take up employment and who has not been required to leave the State on grounds of public policy, public security or public health may remain in the State for three months without applying for a residence permit. Such an applicant for a residence permit may remain in the State pending the communication to him of a decision on his application.

A residence permit may be refused on a medical grounds (as defined in the Directives), or on grounds of public policy or public security. Where an applicant is not refused a residence permit, he must be issued with a first residence permit within six months of the date of the application. An applicant for a residence permit may be required to produce a medical certificate to the effect that he is not suffering from certain specified diseases or disabilities. Failure to produce such medical certificate, if requested, would be a ground for refusal of a residence permit.

A-4

— Access to housing and to the ownership of housing



A worker from an EEC member-State who is authorised to take up employment in Ireland is at liberty to negotiate lodgings to suit his own convenience and circumstances on the same basis as an Irish worker. Details of lodgings and accommodation available for renting are published in national and local newspapers. Relevant information may also be obtained from a local auctioneer or estate agent.

Generally there are no special arrangements operating in Ireland in favour of foreign workers, as regards the provision of housing. However, as key workers, foreign workers may benefit, in the same way as Irish national, as regards housing provided through the National Building Agency, one of whose functions is to provide houses for key personnel in industry.



A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



A worker from another EEC member-State who is authorised to take up employment in Ireland and who has been granted a residence permit is entitled to reside in the State for the period specified in the permit. The rights of entry and of residence of the dependants of such a person are the same as those of the person himself. Dependants include the person's spouse and their children under 21 years, their other children if still dependent relatives in the ascending and descending lines of the person and his spouse. Where a residence permit is issued to a worker a residence permit in respect of the same period shall, on request, be issued to any dependant who is over 16 years of age.

A-6

— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community



As from 1st April, 1973, EEC Regulations N° 1408/71 and N° 574/72 dealing with the application and procedures in regard to social security systems to employed persons and their families moving within the Community, came into force in Ireland. The general effect of these Regulations is that nationals of a member-State working in another member-State may come under social security cover in the same way as nationals of the host State !; that periods of cover in different member-States may be aggregated so as to give title to benefits; and that these may be received anywhere within the Community. Accordingly, workers from other member-State who have been authorised by permit to take up employment in Ireland are covered by these Regulations.

Social insurance is compulsory for most employees in Ireland. The insurance is paid by employers by stamping social insurance cards in respect of their employees. The cost of the weekly stamp is shared between employer and worker, the employer deducting the employee's share from his salary:wage. Social insurance cards may be obtained from the nearest employment exchange.



A-7

— Practical advice



ENQUIRIES ABOUT :
Employment, Work-permits,
free-movement arrangements,
conditions of employment,
industrial relations.

SHOULD BE SENT TO :
The Department of labour,
Mespil Road,
Dublin 4.

(from which copies of
information booklet
"Working in Ireland"
can be got).

Health

The Department of Health,
Custom House,
Dublin 1.

Housing

The Department of Local
Government,
Custom House,
Dublin 1.

Income Tax

Revenue Commissioners,
Dublin Castle,
Dublin 2.

Residence Permits

The Department of
Justice,
72 St. Stephen's Green,
Dublin 2.

Social Security

The Department of Social
Welfare,
Store Street,
Dublin 1.



A-0



— Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

Før sin indtræden i fællesskaberne udøvede Irland en vis kontrol med udlændinges (bortset fra borgere fra Det forenede Kongerige) adgang til at tage beskæftigelse i Irland. I henhold til tiltrædelsestraktaten har Irland fået indrømmet en fem års overgangsperiode, hvilket vil sige, at man indtil udgangen af 1977 har ret til at udøve den nuværende kontrol med indrejse med henblik på beskæftigelse over for borgere fra de øvrige medlemslande i det udvidede fællesskab (bortset fra Det forenede Kongerige).

Dette betyder, at indtil den 31. december 1977 kan ingen borger fra et medlemsland - bortset fra Det forenede Kongerige, som ikke er omfattet af kontrollen - rejse ind i Irland for at overtage beskæftigelse, medmindre Minister of Labour (arbejdsministeren) har udfærdiget en arbejdstilladelse til den fremtidige arbejdsgiver med ret til at beskæftige den omhandlede arbejdstager. I lighed med nu vil en tilladelse normalt ikke blive givet i overgangsperioden, såfremt der er egnet irsk arbejdskraft til rådighed.

A-1



— Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:

A-1.00



— ret til en ledig beskæftigelse;

Som anført ovenfor hænger dette i den fem årige overgangsperiode sammen med udfærdigelsen af en arbejdstilladelse fra Minister of Labour til den fremtidige arbejdsgiver med ret til at beskæftige arbejdstageren.

A-1.10



— retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

I henhold til EØF-forordning 1612/68 er den irske arbejdsformidling (the National Manpower Service) fra 1. januar 1973 forplig-



tet til at bistå personer, der rejser ind i eller forlader landet for at arbejde i det udvidede fællesskab.

Formidlingen medvirker også til job-formidling mellem landene i samarbejde med de særlige kontorer i de øvrige medlemslande.

Arbejdstagere fra medlemslande (bortset fra Det forenede Kongerige, som har særlige rettigheder) har samme ret som indenlandsk arbejdskraft med hensyn til:

- (i) retten til at få bistand fra the National Manpower Service til at søge et job under hensyn til kravet om arbejdstilladelse i medfør af loven om udlændinge (the Aliens Order) 1946 inden for overgangsperioden indtil udgangen af 1977.

A-1.20



— retten til at udøve en beskæftigelse;

- (ii) Retten til at udøve beskæftigelse.

A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

- (iii) Retten til medlemskab af en fagforening og til at repræsentere personalet i virksomheden.

A-2



— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00

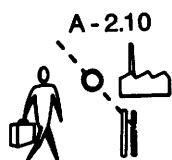


— permanente arbejdere;

I den 5-årige overgangsperiode har en statsborger fra et andet EF-medlemsland (bortset fra personer født i Storbritannien eller Nord-Irland), som er beskæftiget i Irland, i henhold til en arbejdstilladelse udstedt af arbejdsministeren, ret til at få udstedt, snarest efter ansøgningen, en opholdstilladelse for en



første periode på 5 år, med ret til fornyelse, under iagttagelse af bestemmelsen anført nedenfor.

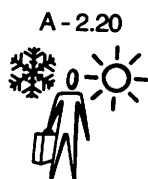


A-2.10

— grænsearbejdere;

Arbejdstagere fra Nord-Irland behøver hverken arbejds- eller opholdstilladelse for at arbejde og bo i republikken Irland.

Arbejdstagere fra republikken Irland er i overgangsperioden underkastet bestemmelserne i loven om sikring af beskæftigelse i Nord-Irland (the Safeguarding of Employment (Northern Ireland) Act, 1947).



A-2.20

— sæsonarbejdere;

En arbejdstager, som varetager et job i mere end 3 måneder, men mindre end et år, skal have en midlertidig opholdstilladelse for den forventede beskæftigelsesperiode.



A-3

— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

En person, som har ret til at overtage beskæftigelse og som ikke er anmodet om at forlade landet under henvisning til den offentlige orden, sikkerhed eller sundhed, kan forblive i landet i 3 måneder uden at søge opholdstilladelse. En ansøger om opholdstilladelse kan forblive i landet, medens der tages stilling til ansøgningen.

Opholdstilladelse kan afslås af sundhedsmæssige grunde (som beskrevet i direktiverne) eller af hensyn til den offentlige orden eller sikkerhed. I tilfælde, hvor opholdstilladelse ikke kan afslås, skal ansøgeren have en første opholdstilladelse i løbet af seks måneder fra ansøgningsdatoen.

En ansøger om opholdstilladelse kan anmodes om at fremlægge en lægeattest på, at han ikke lider af visse nærmere angivne sygdomme og svagheder. Såfremt en sådan ønsket lægeattest ikke fremlægges, kan opholdstilladelse nægtes.



A-4

— Adgang til bolig og til at eje en bolig

En arbejdstager fra et EF-medlemsland, som har ret til at overtage beskæftigelse i Irland, har også ret til at skaffe sig bolig efter ønske og behov på samme måde som en irsk arbejdstager. Oplysninger om boliger til leje findes i lokale og landsdækkende aviser. Orientering kan også fås hos lokale ejendomsmæglere. I almindelighed er der i Irland ikke særlige foranstaltninger for udenlandsk arbejdskraft med hensyn til fremskaffelse af bolig. Imidlertid kan udenlandske arbejdere som nøglearbejdskraft på samme måde som irske borgere nyde godt af mulighederne for at få bolig gennem the National Building Agency, der blandt andet har til opgave at skaffe boliger til nøglepersonale inden for industrien.



A-5

— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

En arbejdstager fra et EF-medlemsland, som har ret til at overtage beskæftigelse i Irland og som har fået opholdstilladelse, er berettiget til at bo i landet i den periode, som er angivet i tilladelsen. Retten til indrejse og bosættelse gælder under samme vilkår personer, der er afhængige af arbejdstageren. Afhængige vil sige ægtefælle og børn under 21 år, øvrige børn, hvis de fremdeles er afhængige og afhængige slægtninge i op- og nedstigende linie af arbejdstageren og hans ægtefælle.

Hvor der er udstedt en opholdstilladelse til en arbejdstager, skal der på anmodning udstedes en opholdstilladelse for samme periode til enhver afhængig person over 16 år.



A-6

— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

Den 1. april 1973 trådte EØF-forordningerne 1408/71 og 574/72, som omhandler anvendelse og fremgangsmåder med hensyn til social sikkerhed af vandrende arbejdere og deres familie inden for fællesskabet, i kraft i Irland.



Hovedvirkningen af disse forordninger er, at statsborgere fra et medlemsland, som arbejder i et andet medlemsland kan komme under samme sociale sikkerhed som borgerne i værtslandet; at perioder fra forskellige medlemslande kan samles med hensyn til anciennitet ved udbetaling af ydelser, og at disse kan oppebæres overalt i fællesskabet. I overensstemmelse hermed er arbejdstagere fra andre medlemslande, som gennem tilladelse har ret til at overtage beskæftigelse i Irland, dækket af disse forordninger.

Socialforsikring er obligatorisk for de fleste ansatte i Irland.

Forsikringen betales af arbejdsgiveren for deres ansatte ved påklæbning af mærker på socialforsikringskort. Omkostningerne til det ugentlige mærke deles mellem arbejdsgiver og arbejdstager, idet arbejdsgiveren fratrækker den ansattes bidrag i lønnen. Socialforsikringskort fås hos det nærmeste arbejdsformidlingskontor.

A-7



— Praktiske råd

Yderligere oplysninger.

Spørgsmål angående:

Skal sendes til:

Beskæftigelse, arbejdstilladelser
Den frie bevægelighed, arbejds-
betingelser, arbejdsforhold

The Department of Labour
Mespil Road
Dublin 4
(hvorfra eksemplarer af
brochuren "Working in
Ireland" kan fås)

Sundhed

The Department of Health
Custom House
Dublin 1



Bolig	The Department of Local Government Custom House Dublin 1
Indkomstskat	Revenue Commissioners Dublin Castle Dublin 2
Opholdstilladelser	The Department of Justice 72 St. Stephens Green Dublin 2
Socialforsikring	The Department of Social Welfare Store Street Dublin 1

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

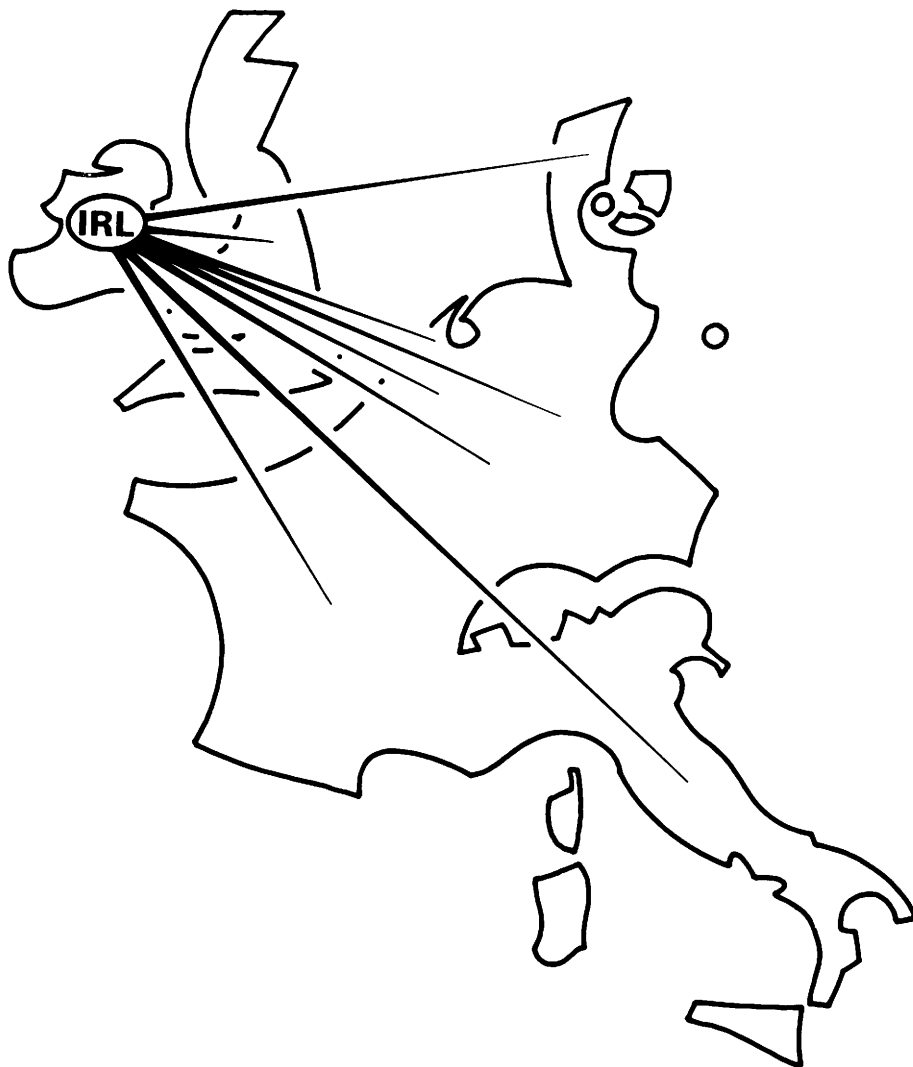
**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

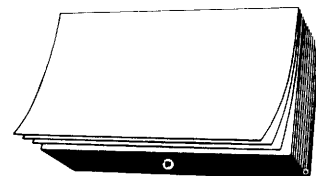
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





B-0

Situation géographique

L'IRLANDE EST UNE ÎLE SITUÉE AU NORD-OUEST DE L'EUROPE, BORDÉE PAR L'OCÉAN ATLANTIQUE ET LA MER D'IRLANDE. ELLE EST SITUÉE ENTRE LE 51^E ET LE 55^E DEGRÉ DE LATITUDE NORD ET LE 5^E ET LE 10^E DEGRÉ DE LONGITUDE OUEST.

B-1

Superficie

LA SUPERFICIE TOTALE DE LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE (26 COUNTIES) EST DE 27.136 MILES CARRÉS (OU 70.282 KM²)

B-2

Climat

SITUÉE SUR LA TRAJECTOIRE DU COURANT NORD ATLANTIQUE DU GULF STREAM, L'IRLANDE A UN CLIMAT MARITIME TEMPÉRÉ. L'ÎLE ÉTANT RELATIVEMENT PETITE, LE CLIMAT EST PRATIQUEMENT LE MÊME SUR TOUTE SON ÉTENDUE. EN JUILLET ET EN AOÛT - LES MOIS LES PLUS CHAUDS DE L'ANNÉE - LA TEMPÉRATURE MOYENNE SE SITUE ENTRE 14° C (57° F) ET 16° C (61° F) AVEC DES POINTES DE 21° C (70° F) À 24° C (75° F). **LES MOIS LES PLUS FROIDS SONT GÉNÉRALEMENT JANVIER ET FÉVRIER** OÙ LES TEMPÉRATURES MOYENNES SE SITUENT ENTRE 4° C (39° F) ET 7° C (45° F).

B-3

Population

LA POPULATION DE LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE COMPTAIT 2.978.248 HABITANTS EN AVRIL 1971, LA POPULATION MASCULINE S'ÉLEVANT À 1.495.760 HABITANTS ET LA POPULATION FÉMININE À 1.482.488 HABITANTS.

B-3.0

dont: population étrangère

NOUS NE DISPOSERONS DE DONNÉES À JOUR QUE LORSQUE LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1971 SERONT CONNUS. LES INFORMATIONS LES PLUS RÉCENTES CONCERNANT LA POPULATION ÉTRANGÈRE REMONTENT À 1961 OÙ LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES NÉES EN DEHORS DU PAYS ET HABITANT EN IRLANDE S'ÉLEVAIT À 98.951.

**B-3.1 travailleurs salariés occupés**

EN 1971, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS SALARIÉS ET APPOINTÉS ÉTAIT ESTIMÉ POUR L'IRLANDE À 750.000 (Y COMPRIS 8.000 DANS LES FORCES ARMÉES)

B-3.10 dont: agriculture**B-3.11 dont: industrie****B-3.12 dont: services****B-3.20 travailleurs étrangers occupés**

LES STATISTIQUES CONCERNANT LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS OCCUPANT UN EMPLOI EN IRLANDE SONT LIMITÉS AU NOMBRE DE PERMIS DE TRAVAIL DÉLIVRÉS AUX TRAVAILLEURS SOUMIS AU CONTRÔLE LÉGAL. LE NOMBRE MOYEN DE PERMIS DE TRAVAIL DÉLIVRÉS POUR LES TROIS ANNÉES 1970 À 1972 MONTRE QUE 2.120 TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TRAVAILLAIENT EN IRLANDE (VENANT POUR LA PLUPART D'EUROPE). PENDANT L'ANNÉE 1972, 1.277 PERMIS DE TRAVAIL ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS À DES PERSONNES VENANT D'AUTRES PAYS DE LA CEE (À L'EXCLUSION DU ROYAUME-UNI) PARMI LESQUELLES ON COMPTAIT 527 RENOUELEMENTS. NOUS NE DISPOSONS PAS DE DONNÉES STATISTIQUES CONCERNANT LE NOMBRE DE RESSORTISSANTS DU ROYAUME - UNI TRAVAILLANT EN IRLANDE ÉTANT DONNÉ QU'ILS NE SONT PAS CONTRÔLÉS.

B-3.21 dont: travailleurs communautaires



B-4

Capitale

LA CAPITALE DE L'IRLANDE EST DUBLIN

B-5

Langue

LA CONSTITUTION DE L'IRLANDE RECONNAÎT DEUX LANGUES OFFICIELLES, QUI SONT L'IRLANDAIS ET L'ANGLAIS. UNE LARGE MAJORITÉ DE LA POPULATION UTILISE NORMALEMENT L'ANGLAIS.

B-6

Régime politique

L'IRLANDE EST UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE, SOUVERAIN ET INDÉPENDANT. IL COMPREND DEUX CHAMBRES PARLEMENTAIRES (LE DAIL OU LOWER HOUSE CHAMBRE DES DÉPUTÉS) ET LE SEANAD OU UPPER HOUSE (SÉNAT), UN PRÉSIDENT ÉLU QUI EST LE CHEF DE L'ÉTAT ET UN PREMIER MINISTRE (TAOISEACH) QUI EST LE CHEF DU GOUVERNEMENT. LE POUVOIR EXÉCUTIF EST EXERCÉ PAR LE GOUVERNEMENT OU SOUS SON AUTORITÉ. LE GOUVERNEMENT EST COMPOSÉ DE 14 MINISTRES PRÉSIDENTS PAR LE PREMIER MINISTRE. CHAQUE MINISTRE DIRIGE UN MINISTÈRE D'ÉTAT. LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS COMPREND 144 MEMBRES ET LE SÉNAT 60. LES ÉLECTIONS À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS IRLANDAISES DOIVENT AVOIR LIEU AU MOINS TOUS LES CINQ ANS. LES DÉPUTÉS SONT ÉLUS AU SUFFRAGE UNIVERSEL (ADULT SUFFRAGE) AU SCRUTIN SECRET ET PROPORTIONNEL. EN GROS, TOUT CITOYEN IRLANDAIS ÂGÉ DE PLUS DE 18 ANS A LE DROIT DE VOTE DANS LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES, PRÉSIDENTIELLES ET LOCALES AINSI QUE LORS DES RÉFÉRENDUMS NATIONAUX. LES ÉTRANGERS QUI N'ONT PAS ACQUIS LA NATIONALITÉ IRLANDAISE NE SONT PAS AUTORISÉS À VOTER SAUF POUR LES ÉLECTIONS LOCALES, AUQUEL CAS ILS DOIVENT ÊTRE ÂGÉS D'AU MOINS 18 ANS ET RÉSIDER DANS LA RÉGION. LES PERSONNES QUI NE POSSÈDENT PAS LA NATIONALITÉ IRLANDAISE NE PEUVENT ÊTRE ÉLUES COMME MEMBRE DE L'UNE DES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT OU COMME MEMBRE DU GOUVERNEMENT LOCAL. LES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS PEUVENT GÉNÉRALEMENT ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ IRLANDAISE APRÈS AVOIR VÉCU DANS LE PAYS PENDANT CINQ ANS AU COURS DES NEUF ANNÉES PRÉCÉDENTES.

B-7

Economie

L'IRLANDE A UNE ÉCONOMIE MIXTE DANS LAQUELLE LE SECTEUR INDUSTRIEL ET LES SERVICES SONT EN EXPANSION. EN 1971, SUR LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES ACTIVES (1.058.000), 31% TRAVAILLAIENT DANS L'INDUSTRIE 43% DANS LES SERVICES ET 26% DANS L'AGRICULTURE. ENTRE 1958 ET 1972, LA PROPORTION DE CHÔMEURS PAR RAPPORT À LA POPULATION ACTIVE EST PASSÉE EN IRLANDE DE 4,7 À 6,4% (EN CHIFFRES ABSOLUS DE



51.000 à 73.000). A LA MI-AVRIL 1972, LE NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS INSCRITS AU CHÔMAGE ÉTAIT DE 70.000 SOIT 6,2% DE LA POPULATION ACTIVE.

B-8



Enseignement

B-8.0



Organisation scolaire

LE SYSTÈME D'ÉDUCATION EN IRLANDE EST DIVISÉ EN TROIS TYPES D'ENSEIGNEMENT, PRIMAIRE, SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR, PLACÉS SOUS LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. GÉNÉRALEMENT, LES ENFANTS ENTRENT À L'ÉCOLE À QUATRE ANS ET L'ÉCOLE EST OBLIGATOIRE POUR LES ENFANTS ÂGÉS DE SIX À QUINZE ANS.

L'ÉDUCATION PRIMAIRE

L'ÉDUCATION PRIMAIRE EST ASSURÉE GRATUITEMENT PAR DES ÉTABLISSEMENTS NATIONAUX QUI SONT GÉNÉRALEMENT PLACÉS SOUS LE **TRAITÉMENTS DES PROFESSEURS, ET IL ACCORDE DES SUBVENTIONS POUR** À CONTRÔLER LE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES. L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE DESTINÉ AUX JEUNES ENFANTS EST ASSURÉ SUR UNE ÉCHELLE RESTREINTE PAR UN CERTAIN NOMBRE D'ORGANISMES PRIVÉS.

L'ENSEIGNEMENT POSTPRIMAIRE ET SECONDAIRE

IL Y A QUATRE TYPES D'ÉCOLES POST PRIMAIRES, À SAVOIR LES ÉCOLES SECONDAIRES, LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES, LES ÉCOLES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET LES COLLÈGES TECHNIQUES RÉGIONAUX.

LES ÉCOLES SECONDAIRES

LES ÉCOLES SECONDAIRES SONT DES INSTITUTIONS PRIVÉES QUI SONT DIRIGÉES PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION, DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES OU DES PARTICULIERS AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT. DANS CES CONDITIONS, PRATIQUEMENT TOUTES LES ÉCOLES SECONDAIRES DONNENT UNE ÉDUCATION GRATUITE. L'ÂGE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES SECONDAIRES S'ÉTAGE DE 12 À 18 ANS ET L'ENSEIGNEMENT DURE 5 À 6 ANS

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

PARALLÈLEMENT AUX ÉCOLES SECONDAIRES, IL EXISTE UN RÉSEAU NATIONAL D'ÉCOLES PROFESSIONNELLES. CES ÉCOLES QUI SONT PLACÉES SOUS LE CONTRÔLE DE COMITÉS LOCAUX, SONT FINANCIÉES EN PARTIE PAR DES CRÉDITS LOCAUX, EN PARTIE PAR DES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT. ELLES OFFRENT UN ENSEIGNEMENT POST-PRIMAIRE GRATUIT POUR DES ÉLÈVES DE 12 À 18 ANS ET DIFFÈRENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DANS LA MESURE OÙ ELLES ACCORDENT UNE PLACE PRÉDOMINANTE AUX TRAVAUX PRATIQUES



PLUTÔT QU'À L'ENSEIGNEMENT THÉORIQUE. ELLES OFFRENT ÉGALEMENT DES PROGRAMMES SPÉCIAUX DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE À TEMPS PARTIEL DISPENSÉ SOIT PENDANT UNE JOURNÉE PAR SEMAINE, SOIT PENDANT DES PÉRIODES DÉTERMINÉES.

LES ÉCOLES POLYVALENTES

LES ÉCOLES POLYVALENTES SONT FINANÇÉES DIRECTEMENT PAR L'ÉTAT ET SONT ADMINISTRÉES PAR UN PETIT COMITÉ COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES AUTORITÉS DES ÉCOLES SECONDAIRES ET PROFESSIONNELLES ET DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. LEUR PROGRAMME COMPORTE UN VASTE CHOIX DE SUJETS GÉNÉRAUX ET TECHNIQUES ET ACCORDE UNE PLACE PARTICULIÈRE À L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE ET À DES MÉTHODES NOUVELLES D'ORGANISATION DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT.

LES COLLEGES TECHNIQUES

IL EXISTE UN CERTAIN NOMBRE D'ÉCOLES DE TECHNOLOGIE, DE COMMERCE D'ENSEIGNEMENT MÉNAGER ET DES ÉCOLES TECHNIQUES RÉGIONALES QUI ASSURENT UN ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR. CES ÉCOLES OFFRENT UNE GRANDE VARIÉTÉ DE NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT ET DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL PERMETTANT D'OBTENIR LA QUALIFICATION DE TECHNICIEN ET DE TECHNICIEN SPÉCIALISÉ ET, ÉVENTUELLEMENT, UNE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE COMPLÈTE. ILS PROCURENT ÉGALEMENT UN ENSEIGNEMENT ET UNE FORMATION POUR TOUTE UNE SÉRIE DE PROFESSIONS, Y COMPRIS CELLES DE L'HÔTELLERIE ET DE LA RESTAURATION **DE DIRECTEUR COMMERCIAL, DE SUPERVISEUR, ETC.**

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

EN IRLANDE, IL EXISTE DEUX UNIVERSITÉS - L'UNIVERSITÉ NATIONALE D'IRLANDE ET L'UNIVERSITÉ DE DUBLIN. LA PREMIÈRE EST UNE INSTITUTION FÉDÉRALE CONSTITUÉE DE QUATRE "COLLÈGES" À DUBLIN, CORK, GALWAY ET MAYNOOTH. CES DEUX UNIVERSITÉS SONT INDÉPENDANTES MAIS ELLES REÇOIVENT DE L'ÉTAT DES SUBVENTIONS SUBSTANTIELLES. DE PLUS, UN NOUVEL INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION) A ÉTÉ INSTITUÉ À LIMERICK QUI DISPENSE UN ENSEIGNEMENT NETTEMENT ORIENTÉ VERS LA TECHNIQUE PERMETTANT D'OBTENIR LES TITRES UNIVERSITAIRES. DES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES DESTINÉES À COUVRIR LES FRAIS DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE SONT **OCTROYÉES AUX ÉTUDIANTS À CERTAINES CONDITIONS, DONT L'UNE DES PLUS IMPORTANTES EST QUE L'ÉTUDIANT OBTIENNE AU MOINS 4 C DANS LES ÉPREUVES PRINCIPALES À L'EXAMEN DU POST-PRIMARY LEAVING CERTIFICATE.**

B-8.1

Obligation scolaire

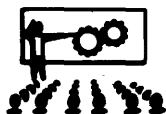


LA SCOLARITÉ EST OBLIGATOIRE DE SIX À QUINZE ANS.



B-8.2

Organisation de la formation professionnelle



AU POINT B - 8.0 CI-DESSUS, NOUS AVONS MENTIONNÉ LES COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE DISPENSÉS PAR CE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT. UNE NOUVELLE AUTORITÉ A ÉTÉ CRÉÉE EN 1968 - L'INDUSTRIAL TRAINING AUTHORITY (DÉNOMMÉE ANCO) À LAQUELLE DE LARGES POUVOIRS ONT ÉTÉ CONFÉRÉS POUR PROMOUVOIR ET ENCOURAGER LA FORMATION À TOUS LES NIVEAUX DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE, Y COMPRIS AU NIVEAU DES CADRES SUPÉRIEURS. SEULES LES PROFESSIONS ET LES ACTIVITÉS LIÉES À LA PRODUCTION DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES SONT EXCLUSIFS DE SA COMPÉTENCE. LA RESPONSABILITÉ PRINCIPALE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DEMEURE DU RESSORT DE L'INDUSTRIE ELLE-MÊME, MAIS ANCO A INSTITUÉ UN RÉGIME D'AIDES FINANÇÉES PAR DES CONTRIBUTIONS VISANT À DÉVELOPPER LA FORMATION DANS L'INDUSTRIE. POUR ENCOURAGER **LA FORMATION DANS L'INDUSTRIE ET ÉVITER EN PARTICULIER LA PÉNURIE DE CERTAINES CATÉGORIES DE MAIN-D'OEUVRE, ANCO A INSTITUÉ UN CERTAIN NOMBRE DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE QUI** DISPENSENT UNE FORMATION DIRECTE POUR LES ADULTES ET POUR LES APPRENTIS PENDANT LA PREMIÈRE ANNÉE D'APPRENTISSAGE. L'APPRENTISSAGE EST LE PRINCIPAL SYSTÈME UTILISÉ EN IRLANDE POUR FORMER DE LA MAIN-D'OEUVRE QUALIFIÉE. CE SYSTÈME ENGLOBE 42 PROFESSIONS DANS LA CONSTRUCTION, L'AMEUBLEMENT, LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE, LES MOTEURS, L'IMPRIMERIE ET LES SOINS DENTAIRE. POUR DEVENIR APPRENTI, UN GARÇON DOIT ÊTRE ÂGÉ D'AU MOINS 15 ANS ET AVOIR ATTEINT UN CERTAIN NIVEAU SCOLAIRE. LA FORMATION DURE NORMALEMENT CINQ ANS. À L'HEURE ACTUELLE, LE SYSTÈME DE L'APPRENTISSAGE EST EN COURS DE RÉVISION ET LES MODIFICATIONS ENVISAGÉES COMPRENNENT UNE SYSTEMATISATION PLUS POUSSÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN DEHORS DU TRAVAIL, LA RÉDUCTION DES PÉRIODES D'APPRENTISSAGE ET LA CRÉATION DE TESTS DE COMPÉTENCE À LA FIN DE L'APPRENTISSAGE.

UN CONSEIL SPÉCIAL (LE CERT) EST RESPONSABLE DE LA FORMATION POUR LES PROFESSIONS HÔTELIÈRES ET ASSIMILÉES.

UNE AUTRE INSTITUTION INDÉPENDANTE : LE IRISH MANAGEMENT INSTITUTE (IMI) (INSTITUT IRLANDAIS DE MANAGEMENT) EST RESPONSABLE DE LA FORMATION DE L'ENSEMBLE DES CADRES SUPÉRIEURS.

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)





B-9.1

Organismes d'information et d'accueil

LES DEMANDES D'INFORMATIONS PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES À L'OFFICE NATIONAL DE LA MAIN-D'OEUVRE (NATIONAL MANPOWER SERVICE), MINISTÈRE DU TRAVAIL, MESPIL ROAD, DUBLIN 4, QUI LES TRANSMETTRA SI BESOIN EST AU COMPÉTENT.

AUTRES INFORMATIONS

LES DEMANDES D'INFORMATION PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES A :

L'ENSEIGNEMENT :

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
MARLBORO STREET
DUBLIN 1

LA FORMATION (HÔTELLERIE ET RESTAURATION) :

CERT
1 AILESBUY ROAD
DUBLIN 4

LA FORMATION (INDUSTRIE) :

ANCO - INDUSTRIAL TRAINING AUTHORITY
CARRISBROOK HOUSE
DUBLIN 4

LA FORMATION (CADRES) :

IRISH MANAGEMENT INSTITUTE
ORWELL ROAD
DUBLIN 14



B-0

**Situazione geografica**

L'Irlanda è un'isola, circondata dall'Oceano Atlantico e dal Mare d'Irlanda, situata nell'Europa nord-occidentale. Essa si trova tra 51 e 55 gradi di latitudine Nord e tra il 50° ed il 10° meridiano Ovest.

B-1

**Superficie**

La superficie complessiva della Repubblica d'Irlanda (26 contee) è di 27.136 miglia quadrate (70.282 km²).

B-2

**Clima**

L'Irlanda ha un clima marittimo temperato, dovuto alla sua posizione sul percorso della corrente del Golfo Nord-Atlantico. Poiché l'isola è relativamente piccola, il clima è quasi uniforme in tutto il paese.

In luglio e in agosto - i mesi più caldi dell'anno - la temperatura media varia da 14° C (57° F) a 16° C (61° F), raggiungendo talvolta punte tra i 21° C (70° F) ed i 24° C (75° F). Il gennaio e il febbraio sono generalmente i mesi più freddi; le temperature variano da 4° C (39° F) e 7° C (45° F)

B-3

**Popolazione**

Nell'aprile 1971 la popolazione della Repubblica d'Irlanda era di 2.978.248 abitanti, di cui 1.495.760 maschi e 1.482.488 femmine.



B-3.0

di cui: popolazione straniera



Non saranno disponibili informazioni aggiornate fino a che non saranno noti i risultati definitivi del censimento della popolazione effettuato nel 1971. I dati più recenti sugli abitanti stranieri si riferiscono al 1961, anno in cui il numero complessivo delle persone nate fuori dei confini dello Stato e residenti in Irlanda era di 98.951.

B-3.1

lavoratori dipendenti occupati



Nel 1971, in Irlanda, il numero dei lavoratori subordinati è stato valutato a 750.000 (ivi compresi 8.000 effettivi nelle Forze Armate).

B-3.10

di cui: agricoltura



B-3.11

di cui: industria



B-3.12

di cui: servizi





B-3.20

lavoratori stranieri occupati



Le statistiche sul numero dei lavoratori stranieri occupati in Irlanda riguardano soltanto il numero dei permessi di lavoro rilasciati a lavoratori soggetti alle misure statali di controllo. Il numero medio dei permessi rilasciati per il triennio 1970-1972 indica che i lavoratori stranieri in Irlanda (provenienti in maggioranza dall'Europa) era di 2.120. Nel 1972, sono stati rilasciati 1.277 permessi di lavoro a persone provenienti dagli Stati membri della CEE (eccettuato il Regno Unito), dei quali 527 rinnovabili. Non sono disponibili dati statistici riguardanti il numero dei cittadini britannici che lavorano in Irlanda non essendo essi soggetti a controllo.

B-3.21

di cui: lavoratori Comunitari



B-4

Capitale



Dublino è la capitale dell'Irlanda.

B-5

Lingua



La Costituzione dell'Irlanda riconosce due lingue ufficiali : l'irlandese e l'inglese. L'inglese è parlato dalla granda maggioranza della popolazione.

B-6

Regime politico



L'Irlanda è uno stato sovrano, indipendente, democratico. Vi sono due Camere del Parlamento (la "Dail", o Camera dei Comuni, e il "Seanad", o Camera dei Pari), un Presidente eletto, che è capo dello Stato, ed un Primo Ministro (Taoiseach) che è capo del Governo. Il potere esecutivo del popolo è esercitato dal Governo o in suo nome. Il Governo consiste di 14 ministri presieduti dal Taoiseach. Ogni ministro è competente per un ministero.



La "Dail" ha 144 membri e il Senato 60. Le elezioni per la "Dail" devono aver luogo almeno ogni cinque anni. I deputati vengono eletti con suffragio esercitato da adulti mediante voto segreto, in rappresentanza proporzionale. Generalmente parlando ogni cittadino irlandese di oltre 18 anni ha diritto di voto nelle elezioni parlamentari, presidenziali e locali e nei referendum nazionali. Gli stranieri che non hanno assunto la cittadinanza irlandese non hanno diritto di voto, eccetto nelle elezioni locali, nel qual caso essi devono aver superato i 18 anni e risiedere ordinariamente nella zona. Le persone che non hanno la cittadinanza irlandese non possono essere eletti deputati al Parlamento né negli enti locali. Di solito, gli stranieri possono chiedere la cittadinanza irlandese dopo aver vissuto in Irlanda per complessivi cinque anni durante gli ultimi nove anni.

B-7

Economia

L'Irlanda è un paese ad economia mista, nel quale i settori industriale e terziario sono in fase di espansione. Del numero complessivo dei lavoratori subordinati nel 1971 (1.058.000) il 31 % erano occupati nell'industria, il 43 % nei servizi ed il 26 % nell'agricoltura.

Dal 1958 al 1972 in Irlanda il tasso di disoccupazione oscillava dal 4,7 % al 6,4 % della manodopera (in cifre assolute, da 51.000 a 73.000).

Alla metà dell'aprile 1972 il numero complessivo ufficiale dei disoccupati era di 70.000 unità, pari al 6,2 % della manodopera.

B-8

Istruzione

B-8.0

Assetto scolastico

In Irlanda, l'ordinamento scolastico è articolato nell'istruzione elementare, media e superiore e fa capo al Ministero dell'Educazione. Di solito i bambini cominciano a frequentare la scuola a 4 anni e la frequenza scolastica è obbligatoria dai 6 ai 15 anni.



Istruzione elementare

L'istruzione elementare è impartita gratuitamente nelle scuole statali, generalmente soggette all'amministrazione locale. Lo Stato si accolla gran parte dei costi relativi, ivi compresi gli stipendi dei maestri e concede prestiti per i costi di costruzione e di manutenzione. Da esso dipende gran parte delle attività scolastiche. I locali per le scuole materne sono forniti, su scala limitata, da alcune società private.

Istruzione media e media superiore

Vi sono quattro tipi diversi di scuola post-elementare: la scuola media, la scuola professionale, la scuola mista ad indirizzi plurimo e gli istituti tecnici regionali.

Scuole medie

Le scuole medie sono istituti privati diretti da un consiglio di amministratori, da comunità religiose o da privati, e beneficiano di sovvenzioni statali. In tal modo, praticamente tutte le scuole medie sono gratuite. L'età degli allievi della scuola media va generalmente dai dodici ai diciotto anni e l'intero corso dura cinque o sei anni.

Scuole professionali

Parallelamente alla scuola media vi è in tutto il paese un sistema di scuole professionali. Queste scuole, che sono controllate da Comitati locali, vengono finanziate in parte con fondi locali e in parte con sovvenzioni statali.

Esse impartiscono un'istruzione post-elementare ad allievi dai dodici ai diciotto anni e differiscono dalle scuole medie per il fatto che approfondiscono soprattutto le materie "pratiche" invece di quelle "teoriche". Esse impartiscono altresì programmi speciali di avviamento professionale e un'istruzione tecnica a tempo parziale, ad allievi esterni ed interni.

Le scuole miste ad indirizzo plurimo vengono finanziate direttamente dallo Stato e sono amministrate da un piccolo comitato che rappresenta sia le autorità della scuola media e della scuola professionale, sia il Ministero dell'Educazione.

I loro programmi sono vasti e vanno dalle materie teoriche a quelle tecniche e svolgono un particolare compito di orientamento scolastico-professionale, nonché di rinnovamento dei metodi didattici e dei programmi.

"Technical Colleges"

(convitti per l'insegnamento tecnico superiore)

Vi sono numerosi istituti convitto per l'insegna-



mento della tecnologia del commercio, dell'economia domestica ed istituti-convitto tecnici regionali, nei quali viene impartita l'istruzione tecnica superiore. Questi convitti offrono vari gradi formativi e ampi programmi di istruzione generale, in preparazione ai diplomi di tecnico e di tecnico superiore e talvolta al titolo professionale più elevato. In questi istituti vengono impartiti altresì corsi di istruzione e di avviamento a varie attività, ivi compresa la preparazione del personale dell'industria alberghiera di dirigenti commerciale, di supervisori, ecc.

Istruzione universitaria

In Irlanda vi sono due Università - la "National University of Ireland" (Università Statale d'Irlanda) e la "University of Dublin" (Università di Dublino). La prima è organizzata su base federativa, con quattro istituti costituenti situati a Dublino, Cork, Galway e Maynooth. Entrambe le Università sono autonome, ma beneficiano di sostanziali sovvenzioni statali. Inoltre, a Limerick è stato fondato un nuovo istituto di istruzione superiore che rilascia diplomi di terzo grado e di laurea in materie spiccatamente
Quegli studenti che rispondono ad alcuni requisiti, fra cui uno dei più importanti è l'ottenimento di almeno 4 voti "C" nelle prove scritte per il diploma di tipo "A" della scuola secondaria possono ottenere borse di studio statali per frequentare l'Università.

B-8.1

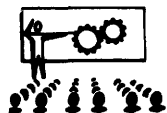
Obbligo scolastico



La frequenza scolastica è obbligatoria dai sei ai quindici anni.

B-8.2

Assetto della formazione



Al punto B-8.0 si è accennato ai corsi di avviamento professionale previsti dall'ordinamento scolastico. Nel 1968 è stata creata una nuova istituzione: la "Industrial Training Authority" denominata Anco, dotata di vasti poteri, per impartire ed incoraggiare l'addestramento a tutti i livelli, incluso quello direttivo, nei rami dell'industria e del commercio, ad esclusione soltanto delle professioni e delle attività della produzione agricola di base. L'addestra-



mento industriale è anzitutto di competenza dell'industria, ma la AnCO opera secondo un sistema di prelievo/sovvenzione, volto ad incoraggiare un più esteso addestramento nell'industria. Per estendere l'addestramento azienda, e specialmente per evitare carenze di particolari tipi di manodopera, la AnCO ha istituito alcuni centri di addestramento industriale per adulti e per apprendisti nel primo anno di corso. Il sistema dell'apprendistato e il quello principale pratico in Irlanda per preparare operai qualificati e commercianti. Il sistema comprende 42 attività dei seguenti rami : edilizia, mobili, ingegneria, elettricità, motori, tipografia ed odontotecnica. Per accedere all'apprendistato un ragazzo deve aver compiuto almeno i quindici anni e concluso un determinato corso di studi. L'addestramento dura generalmente cinque anni. Attualmente, il sistema dell'apprendistato viene riesaminato e le modifiche allo studio comprendono un più sistematico programma di tirocino serale, corsi più brevi e prove di abilità alla fine del corso.

Un Consiglio separato (denominato CERT) presiede all'addestramento per l'industria alberghiera affini

Un altro ente indipendente -l'Irish Management Institute (IMI) (Istituto Irlandese dirigenti) presiede all'addestramento del personale al livello direttivo più elevato.

B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)



B-9.1

Enti assistenziali



Le richieste di informazioni vanno inviate al National Manpower Service, Department of Labour, Mespil Road, Dublin 4 che le inoltrerà all'ente competente.

Further Information.

Enquiries about :

Education

The Department of Education,
Marlboro' Street,
Dublin 1.



Training (Hotels
and Catering)

CERT,
1 Ailesbury Road,
Dublin 4.

Training
(Industrial)

AnCO - Industrial Training
Authority,
Carrisbrook House,
Dublin 4.

Training
(Management)

Irish Management Institute,
Orwell Road,
Dublin 14.



B-0

Lage



-Irland ist eine Insel im nordwestlichen Europa, umgeben vom Atlantischen Ozean und der Irischen See. Es liegt zwischen 51° und 55° nördlicher Breite und 5° und 10° westlicher Länge.

B-1

Fläche



-Die Gesamtfläche von Irland (26 Grafschaften) beträgt 70.282 km².

B-2

Klima



-Irland weist dank seiner Lage inmitten des nordatlantischen Golfstroms ein gemässigttes Seeklima auf. Da die Insel verhältnismässig klein ist, herrscht im gesamten Lande fast das gleiche Klima. Im Juli und August, den wärmsten Monaten des Jahres, beträgt die Durchschnittstemperatur 14 - 16° C; zeitweilig erreichen die Temperaturen 21° - 24° C. Januar und Februar sind in der Regel die kältesten Monate; die Durchschnittstemperaturen liegen zwischen 4° und 7° C.

B-3

Bevölkerung



-Die Einwohnerzahl von Irland betrug im April 1971 2.978.248; davon waren 1.495.760 männliche und 1.482.488 weibliche Einwohner.

B-3.0

davon: Ausländer



-Neue Angaben sind erst mit Vorliegen des Endergebnisses der Volkszählung von 1971 zu erwarten. Die letzte verfügbare Information über Ausländer bezieht sich auf das Jahr 1961; damals lebten 98.951 Einwohner im Lande, die ausserhalb des Hoheitsgebiets geboren waren.



B-3.1

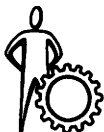
Arbeitskräfte im Lohn- und Gehalts verhältnis

-Die Zahl der Lohn- und Gehaltsempfänger in Irland wurde 1971 auf 750.000 geschätzt (8.000 Angehörige der Streitkräfte eingerechnet).

B-3.10

davon: **Landwirtschaft**

B-3.11

davon: **Industrie**

B-3.12

davon: **Dienstleistungsbereich**

B-3.20

beschäftigte Ausländer

-Die Statistiken über die Zahl der ausländischen Arbeitnehmer in Irland erfassen nur die Zahl der erteilten Arbeitserlaubnisse für Arbeitnehmer, die der gesetzlichen Regelung unterliegen. Die durchschnittliche Zahl der in den Jahren von 1970 bis 1972 erteilten Arbeitserlaubnisse weist 2.120 Nicht-Europäern (hauptsächlich Europäer), die in Irland arbeiteten aus. Im Jahre 1972 wurden 1.277 Arbeitserlaubnisse an Personen aus anderen EWG-Ländern erteilt (ohne Vereinigtes Königreich); davon waren 527 Verlängerungen. Über die Zahl der in Irland arbeitenden Staatsangehörigen des Vereinigten Königreichs liegen Statistiken nicht vor, da für sie eine Regelung nicht besteht.

B-3.21

davon: **Gemeinschaftsangehörige**



B-4

Hauptstadt

-Hauptstadt des Landes ist DUBLIN

B-5

Sprache

-Nach der irischen Verfassung sind zwei Sprachen amtlich anerkannt, nämlich Irisch und Englisch. Die weitaus meisten Iren bedienen sich normalerweise des Englischen.

B-6

Staat und Regierungsform

-Irland ist ein souveräner, unabhängiger, demokratischer Staat. Das Parlament besteht aus Häusern, dem Unterhaus (Dail) und dem Oberhaus oder Senat (Seanad). Als gewähltes Staatsoberhaupt fungiert der Staatspräsident; Regierungschef ist der Ministerpräsident (Taoiseach). Die Exekutivgewalt liegt bei der Regierung bzw. wird in ihrem Namen ausgeübt.

Die Regierung, bestehend aus 14 Ministern, wird vom Ministerpräsidenten geführt. Jeder Minister leitet ein Staatsministerium. Das Unterhaus zählt 144, der Senat 60 Mitglieder. Mindestens alle 5 Jahre müssen Unterhauswahlen stattfinden. Die Abgeordneten werden von erwachsenen Wahlbürgern in geheimer Wahl nach dem Proporz-System gewählt. Im allgemeinen ist jeder irische Staatsbürger über 18 Jahre in Parlaments-, Präsidentschafts- und Kommunalwahlen sowie in nationalen Volksentscheiden stimmberechtigt. Nicht-Iren, die die irische Staatsbürgerschaft nicht erworben haben, sind nicht wahlberechtigt, ausgenommen in Kommunalwahlen; Voraussetzung dafür ist allerdings, dass sie 18 Jahre alt sind und gewöhnlich in dem betreffenden Wahlbezirk leben. Personen, die keine irischen Staatsbürger sind, können weder in eines der beiden Häuser des Parlaments, noch in eine Kommunalbehörde gewählt werden. Nicht-Iren können die irische Staatsbürgerschaft normalerweise erwerben wenn sie im Laufe der letzten 9 Jahre insgesamt 5 Jahre im Lande gelebt haben.

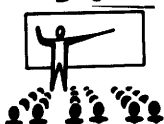


B-7

**Wirtschaft**

-Irland hat eine gemischte Wirtschaft mit wachsendem Industrie- und Dienstleistungssektor. Von den insgesamt 1.058.000 Erwerbstätigen im Jahre 1971 arbeiteten 31 % in der Industrie, 43 % im Dienstleistungssektor und 26 % im landwirtschaftlichen Sektor. Die Arbeitslosenziffer schwankte im Zeitraum von 1958 - 1972 zwischen 4,7 % und 6,4 % der Erwerbsbevölkerung (in absoluten Zahlen : 51.000 - 73.000 Arbeitslose). Mitte April 1972 wurden 70.000 Arbeitslose registriert, das sind 6,2 % der Erwerbsbevölkerung.

B-8

**Unterricht**

B-8.0

**Schulwesen**

-Das Bildungswesen in Irland umfasst Einrichtungen der Grundschule, höheren Schule sowie Universitäten. Zuständig ist das Unterrichtsministerium. Die Kinder werden im allgemeinen mit vier Jahren eingeschult; im Alter von 6 - 15 Jahren ist der Schulbesuch obligatorisch.

GRUNDSCHULUNTERRICHT

Der Grundschulunterricht wird gebührenfrei in staatlichen Schulen erteilt, die im Regelfall kommunaler Leitung unterstehen. Der Staat trägt den Grossteil der Kosten einschliesslich der Lehrerbesoldung und fördert Bau- und Instandhaltung durch Darlehen. Er hat entscheidende Einfluss auf den Schulbetrieb. Einrichtungen für die Vorschulerziehung der Kleinkinder werden in beschränktem Umfang von privaten Stellen unterhalten.

**AN DEN GRUNDSCHULUNTERRICHT ANSCHLIESSENDER
UNTERRICHT UND HÖHERE SCHULEN**

Es bestehen vier verschiedene Typen von Schulen, die auf dem Grundschulunterricht aufbauen, nämlich; höhere Schulen, Berufsschulen und regionale technische Fachschulen.



HÖHERE SCHULEN

Höhere Schulen sind private Einrichtungen, die von einem Gremium von Gouverneuren von Glaubensgemeinschaften oder von Einzelnen - mit finanzieller Unterstützung des Staates - unterhalten werden. In diesem Rahmen bieten praktisch alle höheren Schulen kostenlosen Unterricht. Die Schüler sind im allgemeinen 12 bis 18 Jahre alt; ihre Schulzeit dauert 5 oder 6 Jahre.

BERUFSSCHULEN

Parallel zum System der höheren Schulen besteht ein landesweites System von Berufsschulen. Diese Schulen, die von kommunalen Ausschüssen überwacht werden, finanzieren sich zum einen Teil aus kommunalen Mitteln, zum anderen aus staatlichen Zuwendungen. Sie bieten freien Unterricht für Schüler der Altersgruppe von 12 bis 18 Jahren und legen im Unterschied zu den höheren Schulen mehr Gewicht auf die praktischen als auf die theoretischen Fächer. Sie bieten ferner spezielle Programme der vorberuflichen Ausbildung sowie tageweisen bzw. kursweisen Teilzeitunterricht in technischen Fächern.

GESAMTSCHULEN

Gesamtschulen werden unmittelbar vom Staat finanziert und von einem kleinen Ausschuss geleitet, in dem sowohl Vertreter der höheren Schulen als auch der Berufsschulen und des Unterrichtsministeriums sitzen. Die Lehrpläne umfassen ein weitgespanntes Programm theoretischer und technischer Fächer; besonderer Wert wird auf die erzieherische und berufskundliche Beratung der Schüler sowie auf neuartige Methoden der Stundenplangestaltung und Lehrbetriebs gelegt.

TECHNISCHE FACHSCHULEN

Es besteht eine Reihe höherer Fachschulen für Technologie, Handel, Hauswirtschaft und regionaler technischer Fachschulen, die eine höhere Fachausbildung vermitteln. Diese Schulen bieten Ausbildungsgänge auf den verschiedensten Bildungsniveaus sowie allgemeine Bildungsprogramme, die zum einfachen und höheren Technikerabschluss (in einigen Fällen auch zur vollen Berufsbefähigung) führen. Sie bieten ferner berufsspezifische Ausbildungen, u.a. für Industriemanager, Führungskräfte usw.

AKADEMISCHE BILDUNG

In Irland bestehen zwei Universitäten: die nationale Universität von Irland und die Universität von Dublin. Erstere ist föderalistisch organisiert; zu ihr gehören die Colleges in Dublin, Cork, Calway und Maynooth. Beide Universitäten verwalten sich selbst, erhalten aber beträchtliche Staatszuschüsse. Daneben ist in Limerick ein neues Institut für Hochschulbildung errichtet worden, dessen Ausbildungsgänge stark technologisch ausgerichtet sind und zum Hochschuldiplom und zu akademischen Graden führt. Die Studenten können, wenn sie eine Reihe von Voraussetzungen erfüllen, staatliche Zuschüsse zu den Studienkosten erhalten. Eine Hauptvoraussetzung ist die, dass der Student in Sekundarschul-Abgangszeugnis in bestimmten Fächern mindestens vier C-Grade erreicht.

B-8.1

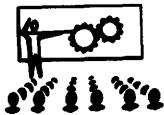
Schulpflicht



-Der Schulbesuch ist zwischen 6 und 15 Jahren obligatorisch.

B-8.2

Berufsausbildung



-Unter Punkt B - 8.0 wurden die im Schulsystem vorgesehenen berufskundlichen Ausbildungsgänge erwähnt. 1968 wurde eine neue Behörde unter dem Namen Industrial Training Authority (AnCO) errichtet. Sie hat weitreichende Vollmachten der Erteilung und Förderung von Ausbildungen auf allen Stufen in Industrie und Handel bis zu den obersten Führungskräften. Nur die freien Berufe und die Tätigkeiten der landwirtschaftlichen Erzeugung gehören nicht in ihren Aufgabenbereich.

Für die industrielle Ausbildung bleibt in erster Linie die Industrie selbst verantwortlich, wobei die AnCO ein Beitrage- und Zuschusssystem betreibt, mit dem das industrielle Ausbildungswesen gefördert werden soll. Zur Ergänzung der innerbetrieblichen Ausbildung und insbesondere zur Vermeidung eines Mangels bestimmter Arbeitskräfte hat die AnCO eine Anzahl Industrie-Ausbildungszentren geschaffen, in denen direkte Ausbildung für Erwachsene und Lehrlinge im ersten Jahr geboten wird. In der Hauptsache erfolgt die Heranbildung von gelernten Handwerkern und Kaufleuten in Irland über das Lehrlingssystem. 42 Berufe in den Gewerbebezweigen Bau- und Einrichtungswesen, Konstruktion, Elektrische Anlagen, Kraftfahrzeugmechanik, Druc-



kerei und Zahntechnik sind Lehrberufe. Um in eine Lehre einzutreten, muss der Anwärter mindestens 15 Jahre alt sein und einen bestimmten Schulabschluss haben. Die Lehre dauert im allgemeinen 5 Jahre.

Das Lehrlingssystem soll jetzt neu geregelt werden. Es wird u.a. erwogen, eine systematischere theoretische Ausbildung abseits des Arbeitsplatzes, kürzere Lehrzeiten und Lehrabschlussprüfungen einzuführen.

MANAGEMENT-AUSBILDUNG

Für die Ausbildung für das Hotel- und Gaststättengewerbe ist ein eigenes Gremium (CERT) verantwortlich).

AUSBILDUNG FÜR DAS HOTEL-UND GASTSTÄTTENGEWERBE

Eine weitere unabhängige Einrichtung, das Irish Management Institute (IMI), ist für die Ausbildung des höheren Managements zuständig.

B-9

Die Sozialpolitik und die Sozialpartner (kurze Übersicht)



B-9.1

Träger der Betreuung



Soziale Betreuung

-Anfragen können an den National Manpower Service, Department of Labour, Mespil Road, Dublin 4, gerichtet werden, der sie erforderlichenfalls an die betreffende Stelle weiterleitet.

Weitere Angaben

Anfragen bezüglich	Sind zu richten an :
Schulwesen	The Department of Education Malboro' Street Dublin 1
Ausbildung im Hotel- und Gaststätten-gewerbe	CERT 1 Ailesbury Road Dublin 4



Ausbildung in der Industrie AnCO - Industrial Training Authority,
Carrisbrook House,
Dublin 4

Ausbildung von Managern Irish Management Institute,
Orwell Road
Dublin 14



B-0

Aardrijkskundige situatie

Ierland is een eiland, omgeven door de Atlantische oceaan en de Ierse Zee, gelegen in het noordwesten van Europa. Het ligt tussen 51° en 55° noorderbreedte en 5° en 10° Westerlengte.

B-1

Oppervlakte

De totale oppervlakte van Ierland (26 graafschappen) bedraagt 27.136 vierkante mijl (70.282 km²)

B-2

Klimaat

Ierland heeft een gematigd zeeklimaat daar het is gelegen in de baan van de Nord-Atlantische golfstroom. Omdat het eiland tamelijk klein is, is het klimaat nagenoeg in het gehele land hetzelfde. In juli en augustus - de warmste maanden van het jaar, ligt de gemiddelde temperatuure tussen 14° C (57° F) en 16° (61° F), en loopt soms op tot 21° (70° F) of zelfs tot 24° C (75° F). Januari en februari zijn gewoonlijk de koudste maanden, en de gemiddelde temperatuur ligt dan tussen 4° C (39° F) en 7° C (45° F).

B-3

Bevolking

De bevolking van Ierland bedroeg in april 1971 2.978.248 personen, 1.495.760 mannen en 1.482.488 vrouwen.

B-3.0

waarvan: buitenlandse bevolking

Recente informatie is niet verkrijgbaar alvorens de definitieve resultaten van de volkstelling 1971 beschikbaar zijn. De jongste informatie over buitenlanders heeft betrekking op 1961, toen in Ierland 98.951 personen woonden die buiten het land geboren waren

B-3.1

werknemers (werklozen uitgezonderd)

Het aantal loontrekkenden in Ierland werd in 1971 geschat op 750.000 personen (waarvan 8.000 bij de strijdkrachten.)



B-3.10 van wie: landbouw



B-3.11 van wie: industrie



B-3.12 van wie: dienstensector



B-3.20 buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)



De statistieken van het aantal buitenlandse werknemers dat in Ierland werkzaam is omvatten alleen het aantal werkvergunningen verleend aan werknemers die aan de wettelijke controle onderworpen zijn. Het gemiddelde aantal werkvergunningen dat voor de drie jaren van 1970 tot en met 1972 werd verleend toont aan dat er 2.120 buitenlanders (voornamelijk uit Europa) in Ierland werkzaam waren. In 1972 werden 1.277 werkvergunningen verleend aan personen uit de overige EEG-landen (d.w.z. met uitzondering van het Verenigd Koninkrijk); in 527 gevallen ging het daarbij om verlenging. Er zijn geen statistische gegevens beschikbaar over het aantal onderdanen van het Verenigd Koninkrijk dat werkzaam is in Ierland, daar zij niet aan controle onderworpen zijn.

B-3.21 van wie: uit de Gemeenschap



B-4 Hoofdstad



DUBLIN is de hoofdstad van Ierland.



B-5

Taal



In de grondwet van Ierland worden twee talen als officiële talen erkend, namelijk Iers en Engels. Gewoonlijk wordt door de grote meerderheid van de bevolking Engels bezigd.

B-6

Staat en regering



Ierland is een soevereine, onafhankelijke, democratische staat. Het parlement bestaat uit twee kamers (de "Dáil" of het Lagerhuis en de "Seanad" of Hogerhuis), een verkozen president is het staatshoofd en een eerste minister (Taoiseach) is regeringsleider. De uitvoerende macht van het volk wordt door of namens de regering uitgeoefend. De regering bestaat uit 14 ministers met als voorzitter de "Taoiseach". Iedere minister staat aan het hoofd van "Department of State". De "Dáil" bestaat uit 144 leden, de senaat uit 60 leden. Verkiezingen voor de "Dail" moeten tenminste om de 5 jaar worden gehouden. Afgevaardigden worden in geheime verkiezingen door stemgerechtigde volwassenen volgens het systeem van de evenredige vertegenwoordiging gekozen. Globaal gesproken heeft iedere Ierse burger boven de 18 jaar het recht zijn stem uit te brengen bij parlementaire, presidentiële en plaatselijke verkiezingen alsook bij nationale referenda. Buitenlanders die niet het Ierse staatsburgerschap hebben verworven, hebben geen stemrecht, behalve bij plaatselijke verkiezingen; in dat geval moeten zij ouder zijn dan 18 jaar en in het betreffende gebied woonachtig zijn. Personen die geen Iers staatsburger zijn, zijn niet verkiesbaar voor het hoger- of lagerhuis van het parlement of voor de plaatselijke omstandigheden het Iers staatsburgerschap aanvragen als zij in totaal gedurende 5 jaar van de 9 voorafgaande jaren in het land hebben gewoond.

B-7

Economie



Ierland heeft een gemengde economie met een groeiende industrie en dienstensector. Van de totale beroepsbevolking (1.058.000) was in 1971 31% werkzaam in de industrie, 43% in de dienstensector en 26% in de landbouw. Het werkloosheidscijfer in Ierland schommelde in de periode van 1958 tot 1972 tussen 4,7% en 6,4% (in absolute termen tussen 51.000 en 73.000). Medio april 1972 bedroeg het totale aantal als werkloos ingeschrevenen 70.000, d.i. 6,2% van de beroepsbevolking.



B-8

Onderwijs

B-8.0

Schoolsysteem

Het onderwijssysteem in Ierland kent instellingen voor voor lager, voortgezet en tertiaironderwijs onder algemeen toezicht van het departement van onderwijs. Gewoonlijk gaan de kinderen naar school zodra zij 4 jaar oud zijn en er is leerplicht voor kinderen tussen 6 en 15 jaar.

LAGER ONDERWIJS

Het lager onderwijs is vrij en wordt in nationale scholen gegeven die gewoonlijk onder plaatselijk beheer staan. De staat draagt het grootste deel van de exploitatiekosten, waaronder het salaris van de leraren, en draagt bij in de bouw- en onderhoudskosten. De staat houdt nauwkeurig toezicht op de scholen. Voorzieningen voor kleuteronderwijs worden op beperkte schaal door een aantal particuliere instanties getroffen.

VOORTGEZET EN MIDDELBAAR ONDERWIJS

Er zijn vier verschillende types van voortgezet onderwijs, namelijk middelbare scholen, beroepsscholen, scholengemeenschappen en regionale technische colleges.

MIDDELBARE SCHOLEN

De middelbare scholen zijn particuliere instellingen onder leiding van stichtingsbesturen, religieuze gemeenschappen of individuele personen met financiële hulp van de staat. Bij deze regeling bieden nagenoeg alle middelbare scholen kosteloos onderwijs. De leeftijd van middelbarescholieren varieert gewoonlijk tussen 12 en 18 jaar, en hun schoolopleiding duurt 5 à 6 jaar.

BEROEPSSCHOLEN

Naast de middelbare school vindt men over het gehele land beroepsscholen. Deze scholen staan onder leiding van plaatselijke bestuurscolleges, en ze worden ten dele uit plaatselijke fondsen en ten dele uit staats-toelagen gefinancierd. Zij bieden kosteloos voortgezet onderwijs voor scholieren in de leeftijdsgroep van 12 tot 18 jaar, en verschillen hierin van de middelbare scholen, dat zij een sterke nadruk leggen op "praktische" tegenover "theoretische" vakken. Zij geven ook speciale initiatieprogramma's en één- of meerdaagse technische cursussen voor werkende jongeren.



SCHOLENGEMEENSCHAPPEN

Scholengemeenschappen worden direct door de staat gefinancierd, en staan onder leiding van een klein comité waarin zowel het middelbaar en beroepsonderwijs als het ministerie van onderwijs vertegenwoordigd zijn. Het leerplan omvat een grote verscheidenheid van zuiver theoretische en technische vakken; deze scholen leggen bijzondere nadruk op de begeleiding van de leerlingen bij het onderwijs en bij hun beroepskeuze en op nieuwe organisatorische en didactische methoden.

TECHNISCHE COLLEGES

Er zijn een aantal colleges voor technologie, handel en huishoudkunde en regionale technische colleges die hoger technisch onderwijs geven. Deze colleges bieden een brede scala van onderwijsniveaus en algemene onderwijsprogramma's die een opleiding geven tot technische en hoger-technische niveaus; voor sommige functies geven zij zelfs een complete opleiding. Zij zorgen ook voor cursussen en opleidingen voor een hele reeks beroepen, o.m. voor de hirecasector en voor leidinggevend en toezichhoudend personeel.

UNIVERSITAIR ONDERWIJS

Er zijn twee universiteiten in Ierland - de "National University of Ireland", en de "University of Dublin". De eerstgenoemde is federatief opgezet met aan de basis 4 colleges in Dublin, Cork, Galway en Maynooth. Beide universiteiten hebben zelfbestuur, maar ze ontvangen elk aanzienlijke staatstoelagen. Bovendien werd er in Limerick een nieuw "Institute of Higher Education" opgericht, waar sterk op de technologie gerichte cursussen gegeven worden voor diploma's en graden op tertiair niveau. Studenten die aan een aantal voorwaarden voldoen, ontvangen regeringstoelagen ter dekking van de kosten van de universitaire studie; één van de belangrijkste voorwaarden is dat de student tenminste vier "C"-punten moet behalen voor belangrijke gedeelten van het eindexamen van het voortgezet onderwijs.

B-8.1

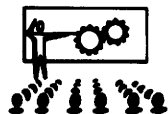
Leerplicht



Er is een schoolplicht voor kinderen van 6 tot 15 jaar.

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding



In B-8.0 werd al gesproken over de cursussen voor de beroepsopleiding die in het onderwijsbestel worden gegeven.

In 1968 werd een nieuwe instantie - de "Industrial Training Authority" (AnCO genoemd) - opgericht: deze heeft verreichende bevoegdheden om opleidingen op allerlei niveaus, zelfs voor de topopleiding, in handel en nijverheid, te verstrekken en te bevorderen. Alleen beroepen en activiteiten in de sfeer van de primaire agrarische productie vallen buiten haar terrein.

De eerste verantwoordelijkheid voor opleidingen in de industrie ligt natuurlijk bij het bedrijfsleven zelfs, maar de AnCO werkt met een stelsel van heffingen en toelagen waarmee zij meer opleiding binnen de industrie bevordert.

Om de opleidingen binnen de industrie aan te vullen en vooral om tekorten aan bepaalde soorten arbeidskrachten te vermijden, heeft de AnCO een aantal centra voor vakopleiding opgericht, waarin praktische opleiding wordt gegeven aan volwassenen en eerstejaarlerlingen.

Het leerlingenstelsel is in Ierlandde voornaamste methode om geschoolde vak- en handwerklieden op te leiden. Hierin vallen 42 beroepen in de bouwnijverheid, de meubelindustrie, de sectoren machinebouw, elektriciteit, motoren, drukkerij en tandheelkunde. Voor plaatsing als leerling moet een jongen tenminste 15 jaar zijn en een bepaald onderwijsniveau bereikt hebben. De opleiding duurt gewoonlijk 5 jaar.

Het leerlingenstelsel wordt momenteel herzien en de veranderingen die men overweegt zijn bijvoorbeeld een systematischer opleiding buide werkkring, een kortere leertijd en bekwaamheidsproeven aan het eind van de leertijd.

OPLEIDING VOOR HORECABEDRIJVEN

Een afzonderlijke raad (CERT genaamd) is verantwoordelijk voor de horecasector.

DIRECTIE-OPLEIDING

Een ander afzonderlijk onafhankelijk orgaan - de "Irish Management Institute" (IMI) - is verantwoordelijk voor de opleiding van personeel op directie-niveau.

B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)





B-9.1

Organen van sociale bijstand



Verzoeken om inlichtingen kunnen worden gericht tot de "National Manpower Service, Department of Labour", Mespil Road, Dublin 4, vanwaar deze, indien nodig, naar het betrokken bureau doorgezonden zullen worden.

Praktische raadgevingen

Vragen over : Moeten gezonden worden naar :

Onderwijs The Department of Education
 Malboro'Street
 Dublin *1

Opleidingen CERT
(Horecabedrijven) 1 Ailesbury Road
 Dublin 4

Opleidingen AnCO - Industrial Training Authority
(Industrie) Carrisbrook House
 Dublin 4

Opleiding Irish Management Institute
(Directie) Orwell Road
 Dublin 14



B-0

Geographical position



Ireland is an island, bounded by the Atlantic Ocean and the Irish Sea, situated to the north-west of Europe. It lies between 51° and 55° north latitude and 5° and 10° west longitude.

B-1

Surface area



The total surface area of the Republic of Ireland (26 counties) is 27.136 square miles (70.282 square kilometres).

B-2

Climate



Ireland has a temperate maritime climate due to its situation in the path of the North Atlantic Gulf Stream. Since the island is relatively small, the climate is almost uniform throughout the country. In July and August - the warmest months of the year - the average temperature is between 14° C (57F) and 16° C (61° F) reaching 21° C (70° F) to 24° C (75° F) at times. January and February are usually the coldest months, when temperatures average between 4° C (39F) and 7° C (45° F).

B-3

Population



The population of the Republic of Ireland was 2.978.248 in April, 1971, comprising 1.495.760 males and 1.482.488 females.



B-3.0 of which: foreign population



Up-to-date information will not be available until the final results of the 1971 Census of Population are available. The latest information on non-nationals relates to 1961 when the total number of persons born outside the State who were then living in Ireland was 98.951.

B-3.1 Employed paid workers

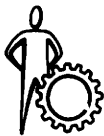


The number of salary and wage-earners in Ireland in 1971 was estimated at 750.000 (including 8.000 in the Armed Forces).

R-3.10 of whom: agriculture



B-3.11 of whom: industry



B-3.12 of whom: services



B-3.20 foreign workers employed



Statistics on the number of workers from abroad taking up employment in Ireland are confined to the number of work permits issued in respect of workers who are subject to statutory control. The average number of work permits issued for the three years 1970-1972 show that there were 2.120 non-nationals (mainly from Europe) working in Ireland. During 1972, 1.277 work



permits were issued to persons from other EEC countries (i.e. excluding the United Kingdom) of which 527 were renewals. No statistical data is available regarding the number of nationals of the United Kingdom working in Ireland as they are not subject to control.

B-3.21

of whom: Community workers



B-4

Capital



Dublin is the capital city of Ireland.

B-5

Language



Under the Constitution of Ireland two languages are recognised as official languages, i.e. Irish and English. English is normally used by the vast majority of the population.

B-6

Political system



Ireland is a sovereign independent, democratic state. There are two Houses of Parliament (the Dail of Lower House and the Seanad or Upper House), an elected President who is Head of State and a Prime Minister (Taoiseach) who is Head of the Government. The executive power of the people is exercised by the Government or on its authority. The Government consists of 14 Ministers presided over by the Taoiseach. Each Minister controls a Department of State. The Dail has 144 members and the Senate 60 members. Dail elections must be held at least every five years. Deputies are elected by adult suffrage in a secret ballot under proportional representation. Broadly speaking, every Irish citizen over 18 years of age is entitled to vote in parliamentary, presidential and local elections and national referenda. Non-nationals who have not taken out Irish citizenship are not entitled to vote except in local



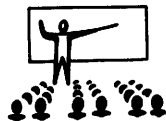
elections in which case they must be over 18 years of age and ordinarily living in the area. Persons who are not Irish citizens are not eligible for membership of either house of Parliament or local authorities. Non-nationals are usually eligible for Irish citizenship after having lived in the country for a total of 5 years during the preceding 9 years.

B-7

Economy

Ireland has mixed economy with growing industrial and services sectors. Of the total number at work in 1971 (1.058.000) 31 % were engaged in industry, 43 % in services and 26 % in the agricultural sector. The unemployment rate in Ireland has ranged from 4.7 % to 6.4 % of the labour force (in absolute terms from 51.000 to 73.000) in the period between 1958 and 1972. At mid-April, 1972 the total number registered as unemployed was 70.000 representing 6.2 % of the labour force.

B-8

Education

B-8.0

Educational system

The educational system in Ireland is divided into primary, post-primary and third level institutions under the overall control of the Department of Education. Children usually start school at four years of age and attendance is compulsory for children between six and fifteen years of age

PRIMARY EDUCATION

Primary education is provided free in national schools which are usually under local management. The State meets most of the cost involved, including teachers' salaries and makes grants towards building and maintenance costs. It retains a large measure of control over the schools' operation. Facilities for pre-school education for infants are provided on a limited scale by a number of private agencies.



POST-PRIMARY AND SECONDARY EDUCATION

There are four different types of post-primary schools, viz. secondary schools, vocational schools, comprehensive schools and regional technical colleges.

SECONDARY SCHOOLS

Secondary schools are private institutions run by boards of governors, religious communities or individuals with financial help from the State. Under this arrangement practically all secondary schools offer free education. The ages of secondary schools pupils generally range from twelve to eighteen years and their school courses last for five or six years.

VOCATIONAL SCHOOLS

Parallel to the secondary system is a country-wide system of vocational schools. These schools which are controlled by local committees are financed partly from local funds and partly from State grants. They provide free post-primary education for pupils in the 12 - 18 year age group and differ from secondary schools in that they place a strong emphasis on "practical" as distinct from academic subjects. They also provide special programmes of pre-employment training and part-time technical education on a day-release and block-release basis.

COMPREHENSIVE SCHOOLS

Comprehensive schools are financed directly by the State and are managed by a small committee representing both secondary and vocational school authorities and the Department of Education. Their curriculae range widely over academic and technical subjects and they make a particular feature of educational and vocational guidance and of innovatory methods of curricular organisation and of teaching.

TECHNICAL COLLEGES

There is a number of Colleges of Technology, Commerce, Domestic Science and Regional Technical Colleges which provide facilities for higher technical education. These Colleges offer a wide variety of levels of education and general educational programmes leading to technician and higher qualifications and, in some cases, to full professional qualifications. They also provide courses of education and training for a variety of occupations including hotel and catering personnel, business managers, supervisors etc.



UNIVERSITY EDUCATION

There are two universities in Ireland - the National University of Ireland, and the University of Dublin. The former is organised on a federal basis, with 4 constituent Colleges in Dublin, Cork, Galway and Maynooth. Both universities are self-governing institutions but each receives substantial State grants. In addition, a new Institute of Higher Education has been set up in Limerick to provide third level Diploma and Degree courses with a strong technological bias. Government grants towards the cost of university courses are payable to students subject to a number of conditions, one of the main ones being that the student gets at least four Grade Cs on higher papers in the post-primary leaving Certificate examination.

B-8.1

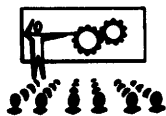
Compulsory education



School attendance is compulsory between the ages of 6 and 15 years.

B-8.2

Organisation of professional training



Reference has been made in B-8.0 above to the professional training courses provided by the educational system.

A new authority - the Industrial Training Authority (called AnCO) was established in 1968 with wide ranging powers to provide and encourage training at all levels in industry and commerce, up to and including top management. Only the professions and activities of primary production in agriculture are excluded from its scope.

The primary responsibility for industrial training rests with industry itself but AnCO operates a levy/grant scheme designed to encourage more training within industry. To supplement training within industry and especially to avoid shortages of particular types of manpower, AnCO has established a number of industrial training centres in which direct training is provided for adults and for first-year apprentices.

The apprenticeship system is the chief method used in Ireland to train skilled craftsmen and tradesmen.



Forty-two occupations within the Construction, Furniture, Engineering, Electrical, Motor, Printing and Dental Craftsmen industrial activities come within the scope of the system. To enter apprenticeship a boy must be at least 15 years of age and have reached a specified educational level. Training normally lasts for 5 years. The apprenticeship system is being reviewed at present and changes being considered include more systematic off-the-job training, shorter apprenticeship periods and tests of competence at the end of apprenticeship.

TRAINING FOR THE HOTEL AND CATERING INDUSTRY

A separate Council (known as CERT) is responsible for training for the hotel and allied industries.

MANAGEMENT TRAINING

Another separate independent body—the Irish Management Institute (IMI) —is responsible for training of personnel at top management level.

B-9

Social policy and social partners (brief survey)



B-9.1

Information and reception organisations



Enquiries can be addressed to the National Manpower Service, Department of Labour, Mespil Road, Dublin 4, which will forward them, as necessary, to the agency concerned.

Further Information.

Enquiries about :

Education

The Department of Education,
Marlboro' Street,
Dublin 1.

Training (Hotels
and Catering)

CERT,
1 Ailesbury Road,
Dublin 4.



Training
(Industrial)

AnCO - Industrial Training
Authority,
Carrisbrook House,
Dublin 4.

Training
(Management)

Irish Management Institute,
Orwell Road,
Dublin 14.



B-0



Geografisk beliggenhed

Irland er en ø omgivet af Atlanterhavet og det Irske hav beliggende i den nordvestlige del af Europa. Landet ligger mellem 51° og 55° nordlig bredde og 5° og 10° vestlig længde.

B-1



Areal

Republikken Irland (26 amter) omfatter 70.282 km^2 (27,136 kvadratmiles).

B-2



Klima

Irland har et tempereret kystklima som følge af beliggenheden ved golfstrømmen. Da øen er forholdsvis lille, er klimaet nogenlunde ensartet i landet. I juli og august - de varmeste måneder i året - ligger gennemsnitstemperaturen mellem 14° C (57° F) og 16° C (61° F) op til 21° C (70° F) og 24° C (75° F) til tider. Januar og februar er i almindelighed de koldeste måneder med gennemsnitstemperaturer mellem 4° C (39° F) og 7° C (45° F).

B-3



Befolkning

Republikken Irlands befolkning var i april 1971 2.978.248, hvoraf 1.495.760 mænd og 1.482.488 kvinder.

B-3.0



deraf: udlændinge

Nøjagtige oplysninger er ikke til rådighed, før det endelige resultat af befolkningsundersøgelsen i 1971 foreligger. De seneste oplysninger om udlændinge stammer fra 1961, hvor det samlede antal personer født uden for staten var 98.951.

B-3.1



beskæftigede lønmodtagere

Antallet af lønarbejdere i Irland i 1971 anslås til 750.000 (indbefattet 8.000 i de væbnede styrker).



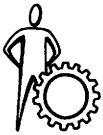
B - 3.10

heraf: landbrug



B - 3.11

heraf: industri



B - 3.12

heraf: tjenesteydelser



B - 3.20

beskæftigede udlændinge



Statistik vedrørende arbejdstagere fra udlandet, som overtager arbejde i Irland er begrænset til antallet af arbejdstilladelser, der er udstedt med hensyn til arbejdere, som i henhold til loven er underkastet kontrol. Det gennemsnitlige antal arbejdstilladelser udstedt i årene 1970-1972 viser, at der var 2.120 udlændinge (hovedsageligt fra Europa), som arbejdede i Irland. I 1972 blev der udstedt 1.277 arbejdstilladelser til personer fra andre EF-lande (d.v.s. bortset fra Det forenede Kongerige), hvoraf 527 var fornyelser. Der findes ikke statistiske oplysninger om antallet af personer fra Det forenede Kongerige, som arbejder i Irland, da disse ikke er underkastet kontrol.

B - 3.21

heraf: arbejdstagere fra Fællesskabet





B-4

Hovedstad



DUBLIN er hovedstad i Irland.

B-5

Sprog



I henhold til den irske forfatning er to sprog anerkendt som officielle sprog, d.v.s. irsk og engelsk. Engelsk benyttes sædvanligvis af størstedelen af befolkningen.

B-6

Stat og regering

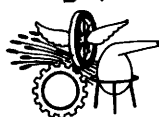


Irland er en suveræn, uafhængig, demokratisk stat. Der er to kamre i parlamentet (the Dáil eller underhuset og the Seanad eller overhuset), en valgt præsident er statsoverhoved og en premierminister (Taoiseach), som er regeringschef. Den udøvende magt varetages af regeringen. Regeringen består af 14 ministre, som ledes af the Taoiseach. Hver minister forestår et ministerium.

The Dáil har 144 medlemmer og senatet har 60 medlemmer. Valg til Dáil afholdes mindst hvert femte år. Medlemmer vælges af voksne ved hemmelig afstemning og forholdstalsvalg. Stort set har enhver irsk borger over 18 år ret til at stemme ved parlaments-, præsident- og lokale valg samt ved folkeafstemninger. Udlændinge, som ikke har opnået irsk statsborgerskab, har ikke stemmeret undtagen ved lokale valg, i hvilket tilfælde de skal være over 18 år og have bopæl i området. Personer, der ikke har irsk statsborgerskab, er hverken valgbare til parlamentet eller til lokale myndigheder. Udlændinge kan i almindelighed få irsk statsborgerskab, når de har boet i landet i tilsammen 5 år inden for de foregående 9 år.

B-7

Erhvervsliv



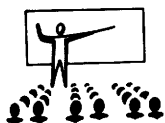
Irland har en blandet økonomi med voksende industri og service-sektorer. Af den samlede arbejdsstyrke i 1971 (1.058.000) var 31% beskæftiget inden for industri, 43% inden for service



og 26% inden for landbrugssektoren. Arbejdsløshedsprocenten i Irland har ligget mellem 4,7% og 6,4% af arbejdsstyrken (i absolutte tal mellem 51.000 og 73.000) i perioden mellem 1958 og 1972. Medio april 1972 var det totale antal registrerede arbejdsløse 70.000 svarende til 6,2% af arbejdsstyrken.

B-8

Uddannelse



B-8.0

Skolesystem



Undervisningssystemet i Irland opdeles i grundskole, videregående skoling og højere uddannelse, alle under tilsyn af undervisningsministeriet (Department of Education). Børn begynder i almindelighed i skolen i 4 års alderen og skolegang er pligtig for børn mellem 6 og 15 år.

Grundskole.

Grundskolen er gratis i statsskolerne som sædvanligvis styres lokalt. Staten afholder de fleste af omkostningerne, indbefattet lærernes lønninger samt giver tilskud til bygnings- og vedligeholdelsesomkostninger, hvilket giver stor kontrol med skolernes virksomhed. Der er i begrænset omfang på privat basis børnehavemuligheder til stede.

Videregående skoling og realundervisning.

Der er fire forskellige former for videregående skoling: realskoler, erhvervsskoler, enhedsskoler og regionale tekniske skoler.

Realskoler.

Realskoler er private institutioner, der ledes af bestyrelser, religiøse samfund eller enkeltpersoner med økonomisk støtte fra staten. Som følge heraf yder næsten alle realskoler gratis undervisning. Alderen for realskoleelever ligger mellem 12 og 18 år og skoletiden varer 5 eller 6 år.



Erhvervsskoler.

Parallelt med realsystemet findes et landsdækkende system af erhvervsskoler. Disse skoler er under tilsyn af lokale komiteer og finansieret dels af lokale midler, dels af statstilskud. De giver gratis videreskoling til elever mellem 12 og 18 år og adskiller sig fra realskolerne ved at lægge stærk vægt på det "praktiske" til forskel fra de boglige emner. De kan endvidere give en vis erhvervsmæssig uddannelse og deltids teknisk undervisning.

Enhedsskoler.

Enhedsskoler bliver direkte finansieret af staten og ledes af en lille bestyrelse med repræsentation fra både realskole- og erhvervsskolemyndigheder samt undervisningsministeriet. Undervisningsplanen spænder vidt over såvel boglige som tekniske emner, og der gøres en særlig indsats med hensyn til studie- og erhvervsvejledning samt nye metoder indenfor planlægning og undervisning.

Tekniske skoler.

Der findes tekniske højskoler, handelsskoler, husholdningsskoler og regionale teknika, som alle giver en videregående teknisk uddannelse. Disse skoler tilbyder uddannelse på alle trin og almindelige uddannelsesprogrammer, der fører til forskellige kvalifikationsniveauer indenfor det tekniske område. De tilbyder også uddannelse og kurser indenfor en række fag såsom hotel- og restaurationspersonale, forretningsledere, formænd etc.

Universitets uddannelse.

Der er to universiteter i Irland - National University of Ireland og University of Dublin. Førstnævnte er organiseret på forbundsbasis med 4 afdelinger placeret i Dublin, Cork, Galway og Maynooth. Begge universiteter er selvstyrende institutioner, men modtager begge betydelig statsstøtte. Herudover er der etableret et nyt institut for højere uddannelse i Limerick, som kan give uddannelse med stærkt teknisk tilsnit på universitetsniveau.



Regeringsstipendier til universitetsstudierne kan ydes studenter under forskellige betingelser, hvoraf en af de vigtigste er, at studenten opnår mindst en bestemt karakter (four grade Cs) ved afgangseksamen fra realskolen.

B-8.1

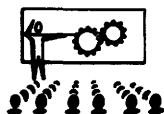
Undervisningspligt



Skolegang er obligatorisk mellem 6 og 15 år.

B-8.2

Organisation af erhvervsuddannelse



Ovenfor under B - 8.0 er angivet, hvorledes undervisningssystemet giver erhvervsuddannelse.

I 1968 blev der etableret en ny myndighed - the Industrial Training Authority (benævnt AnCO) - med vidtgående beføjelser til at starte eller fremme uddannelse på alle trin indenfor handel og industri til og med topledelsesniveau. Kun fag og aktiviteter i forbindelse med den rene landbrugsproduktion falder udenfor.

Ansvar for industriel uddannelse ligger i første runde hos industrien selv, men AnCO benytter et skatte/tilskudsprogram beregnet til at fremme uddannelse indenfor industrien.

Med henblik på videreuddannelse i industrien og specielt for at undgå mangel indenfor bestemte typer af arbejdskraft har AnCO etableret et antal industrielle uddannelsescentre, hvor der gives direkte uddannelse til voksne og førsteårslærlinge.

Lærlingssystemet er den mest benyttede metode i Irland til faguddannelse indenfor handel og håndværk. 42 fag indenfor byggeri-, møbel-, maskin-, elektro-, motor-, bogtryk- og



tandbehandlingsområdet falder ind under systemet. For at kunne blive lærling må en dreng være mindst 15 år og have nået et nærmere angivet uddannelsesniveau. Uddannelsen varer normalt 5 år.

Lærlingssystemet er fornylig blevet revideret og blandt ændringerne er mere systematisk arbejdsmæssig uddannelse, kortere læretid og faglige prøver ved afslutningen af læretiden.

Uddannelse indenfor hotel- og restaurationsbranche.

Et særligt råd (kendt som CERT) er ansvarlig for uddannelse indenfor hotel og tilstødende industrier.

Ledelsesuddannelse.

Et andet selvstændigt organ - the Irish Management Institute (IMI) - er ansvarlig for uddannelse af personale på topledelsesniveau.

B-9



Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)

Forespørgsler kan sendes til National Manpower Service, Department of Labour, Mespil Road, Dublin 4, som om fornødent vil videreeksperdere den til rette myndighed.

B-9.1



Sociale institutioner for oplysning og bistand

Yderligere oplysninger

Forespørgsler angående:

sendes til:

Undervisning

The Department of Education
Marlboro Street
Dublin 1

Uddannelse (Hotel og
restauration)

CERT
1 Ailesbury Road
Dublin 4



Uddannelse (Industri)

AnCO- Industrial Training
Authority
Carrisbrook House
Dublin 4

Uddannelse (Ledelse)

Irish Management Institute
Orwell Road
Dublin 14

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**